



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

POUR SEPARER L'IVRAIE  
DU BON GRAIN:  
UNE SOCIOLOGIE DE LA FAIM

par Brigitte Malenfant

Mémoire de Maîtrise  
présenté à l'Ecole des  
Etudes supérieures  
de l'Université d'Ottawa  
sous la direction de  
J. Yvon Thériault

Université d'Ottawa



## NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

ISBN 0-315-60566-9



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

A L. C.

## INTRODUCTION

La malnutrition, qu'elle ait apparence d'excès ou de carence, est présente dans toutes les sociétés. Sa nature est fonction symptomatique de l'endroit où elle se trouve. Ainsi, en terres industrialisées, elle est bien plus susceptible d'être due à l'excès. Dans les pays du tiers monde, les carences de toute sorte (en vitamines, en sels minéraux, en protéines animales) sont en général à l'origine de la malnutrition. Dans ce cas, la plupart du temps, ni les besoins quantitatifs ni les besoins qualitatifs ne sont comblés. Les carences se dissimulent souvent derrière les maladies ce qui signifie que la malnutrition est plus vicieuse que la famine qui, elle, crée une faim tragique et spectaculaire; celle dont nous, Occidentaux, avons connaissance.

De façon intuitive, on pourrait penser que les famines sont des catastrophes liées au Sud de la planète. L'histoire pourtant nous enseigne qu'elles ont toujours existé et qu'elles ont particulièrement affecté l'Occident.

Nous posons comme postulat le fait que les famines ont un caractère trans-historique. Si la faim a traversé les temps, elle pourrait aussi, pour ainsi dire, en être le signe. C'est cela qui fera l'objet de notre attention dans le cadre de ce mémoire. Le fait que les famines aient toujours existé ne signifie pas que celles que le tiers monde connaît aujourd'hui sont les mêmes que celles dont ont souffert les populations d'autrefois.

La dernière grande famine occidentale, alors causée par des

ravages parasitaires, s'est produite en Irlande en 1846-1848 (De Ravignan, 1982). A l'époque, et jusqu'à il n'y a pas si longtemps, les surfaces cultivées étaient beaucoup plus vastes et n'offraient qu'un faible rendement. Aujourd'hui, dans notre monde d'opulence et où les rendements de productivité sont élevés, la faim laboure, chaque jour encore, la chair de millions d'individus du tiers monde.

Dans son *Rapport sur le développement le monde 1989*, la Banque mondiale montre que sur 95 pays à faible revenu pour lesquels elle donne des statistiques, 81 d'entre eux ne pouvaient en 1965 fournir à leur population l'apport quotidien de calories égal ou supérieur aux besoins minimaux. Ces besoins, établis par les nutritionnistes de la Food and Agriculture Organization (FAO) à 2,400-2,500 calories par jour, constituent l'apport calorique nécessaire au maintien d'une bonne santé.

Le même tableau d'indicateurs relatifs à la santé montre que 21 ans plus tard (1986), 48 pays, soit encore plus que la moitié des pays énumérés, ne réussissaient pas à nourrir leurs populations convenablement. On pourrait croire que la situation s'est améliorée. En y regardant de plus près, on remarque que dans les pays à faible revenu, trois pays de plus qu'en 1965 seulement (Indonésie, Chine, Birmanie) fournissaient les calories nécessaires quotidiennement. Dans la tranche des pays à revenu intermédiaire, tous les pays qui comblaient en 1986 la ration quotidienne nécessaire fournissaient déjà au moins 2,200 calories en 1965. Si le seuil des 2,500 calories est aujourd'hui atteint, il n'en

demeure pas moins, on le voit, que cela ne constitue pas une véritable amélioration. Finalement, ce sont surtout les pays de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire qui nourrissaient en 1986 le mieux leurs habitants avec des apports journaliers quotidiens de calories par habitant se rapprochant ou dépassant les 3.000 calories par jour. A quelques exceptions près, ces pays fournissaient déjà le minimum quotidien vital à leurs habitants en 1965.

Par ailleurs comme le souligne Sophie Bessis:

'Ces chiffres doivent être appréhendés avec précaution puisqu'ils ne tiennent compte que de moyennes' (1985:-10).

La réalité serait donc plus grave que ce que nous disent les statistiques. En effet, dans des pays où la majeure partie de la population est composée de paysans qui tentent de produire leur propre consommation, n'est-il pas difficile, malgré les moyens dont on dispose, de mesurer le niveau alimentaire? Est-il possible d'obtenir des moyennes significatives pour des pays surpeuplés ou des pays où les inégalités sont flagrantes, où les régimes alimentaires des différents groupes socio-économiques varient considérablement et où les secteurs géographiques et écologiques ne font l'objet d'aucune distinction?

'Enfin, il ne faut pas confondre les "disponibilités" des bilans alimentaires avec les consommations effectives' (Klatzmann, 1988:26).

Le Brésil par exemple est classé parmi les pays capables de nourrir leurs habitants alors qu'une grande partie de sa popula-

tion vit dans un état de sous-alimentation chronique. Le cas est semblable au Mexique et dans d'autres pays.

Force est de constater que la faim et la sous-alimentation sont les symptômes les plus aigus de la dégradation de la qualité de vie de millions de gens sur la planète et cela malgré le fait que celle-ci puisse répondre aux besoins alimentaires de tous ses habitants.

'The figures of human devastation resulting from "silent" hunger are staggering: 14 million of us die every year; 35,000 each day, 24 each minute, 18 of whom are children under five years old. No other disaster compares with the outrage of world hunger. The number of people who die as a direct result of malnutrition is equivalent to dropping a Hiroshima bomb every three days' (Bennett, 1987:12).

Dans un monde où les contradictions s'affrontent: les uns compromettent leur santé dans l'excès, les autres souffrent ou meurent de sous-alimentation, peu importe vraiment les chiffres. Malgré l'explosion de productivité qu'a connue le monde depuis 20 ans, les disponibilités alimentaires n'ont pas enrayeré la famine et le scandale demeure. Voilà pour le problème.

Le moment est venu de préciser notre projet à la fois vaste et susceptible de causer la confusion. Notre but n'est pas de rapporter les sensations confuses, les troubles intellectuels et les déformations morales que provoque la faim trop prolongée. La faim qui nous préoccupe ici est plus universelle que particulière, c'est celle que ressentent les collectivités.

C'est à la lumière des constatations précédentes que nous

voulons examiner ce problème.

La problématique s'orientera autour de quelques questions et d'autant d'objectifs. On sait que les masses du tiers monde; les paysans en particulier, ont faim. Etrangement, le phénomène semble s'accroître; paradoxe dans un monde qui investit tellement dans la recherche et dont le potentiel de production alimentaire ne cesse de s'accroître. La question centrale posée ici est la suivante: en quoi et comment la rareté alimentaire telle que la connaissent aujourd'hui les sociétés du tiers monde serait-elle une manifestation du développement de la Raison, du savoir qu'elle promettait et de la technique qu'elle découvrait. Serait-elle par ailleurs une conséquence du passage d'une économie insérée dans le tissu social (ou régulée selon le terme de Karl Polanyi) à l'autonomisation de cette même économie (économie auto-régulée) par rapport à l'ensemble des tissus sociaux?

Il s'agira donc d'examiner comment l'Occident a pu être amené à fonctionner entièrement selon les lois de l'économie et de voir en quoi la faim et la malnutrition que connaissent les sociétés du tiers monde pourraient être des ramifications possibles de ce "développement" de l'Occident.

Nos objectifs sont au nombre de quatre. Il s'agira tout d'abord de faire un bref retour sur les famines qui ont marqué l'histoire, ce qui nous permettra de mieux mettre en lumière certains des aspects du développement ultérieur des sociétés occidentales. En ce sens, les famines du passé devraient nous aider à mieux comprendre le problème de la faim actuelle au tiers

monde.

En second lieu, nous définirons le problème de la faim. Notre tâche consistera à tenter de saisir comment se crée aujourd'hui la rareté alimentaire dans des pays agressés par les caprices relatifs à l'abondance que nous connaissons partout en Occident.

Nous nous attarderons aux transformations subies par l'économie et la pensée scientifique et rationnelle. Nous croyons en effet que ces deux phénomènes sont étroitement enchevêtrés sans probablement être ni cause ni conséquence l'un de l'autre. Il s'agira de voir si les pénuries alimentaires propres au tiers monde ne seraient pas une des manifestations de la crise du "progrès" et si ses racines ne se trouvaient pas ailleurs dans l'histoire que dans la seule et unique ruse du grand capital.

Il semble de bon ton à cette étape de tracer l'esquisse du lien possible entre famine et rationalité. La question alimentaire est un problème d'actualité (l'Ethiopie ne subit-elle pas une fois de plus la faim). Par ailleurs, il est difficile, voire impossible, de prédire jusqu'à quand les masses des pays du tiers monde pourront subir les affres de la faim d'où l'importance du problème. Les causes précédant habituellement les conséquences, le lien que nous tenterons d'établir entre famine et rationalité tire sa source principale dans la question suivante. Comment le passage vers des pratiques productives entreprises à l'apogée de la philosophie des Lumières, gravitant autour de l'appropriation ou de la domination matérielle de la nature et visant la satisfaction des

besoins de l'Homme, a-t-il conduit à la domination de celui-ci. Malgré un développement aigu de la technique, l'humanité est passée d'une époque où les famines étaient occasionnelles, souvent d'ordre climatiques (sécheresse, gel, inondations, invasions par des prédateurs, infestations parasitaires) et encore impossibles à prévoir, mais aussi, il ne faut pas l'oublier, parfois d'origine politique (famines de guerre), à une époque où elles semblent créées de toute pièce.

Aujourd'hui, la science permet de prédire les incidents climatiques qui peuvent affecter les récoltes et donc de prendre les mesures nécessaires pour éviter les hécatombes. Les calamités demeurent pourtant nombreuses. Il est donc permis d'avancer l'hypothèse voulant que parallèlement au développement d'une rationalité instrumentale qui devait "libérer" l'Homme de la misère spirituelle dans laquelle il se trouvait, un système de production des exclus a mené à :

'la marginalisation et à l'élimination d'un très grand nombre de personnes qui ne seront pas à même de participer à ces systèmes mercantilisés' (George, 1981:15).

C'est ainsi que des millions de paysans et d'ouvriers sans terre seraient exclus du champ de la production et surtout de celui de la consommation alimentaire.

## DIMENSIONS HISTORIQUES DU PROBLEME DE LA FAIM

TABLEAU 1.1 GRANDES FAMINES DE L'HISTOIRE

ANNEE	LIEU	DECES
436 av. J.C.	Rome	
42	Egypte	
1005	Angleterre	
1016	Europe	
1064-1072	Egypte	
1148-1149	Inde	
1315-1317	Europe	
1344-1345	Inde	
1396-1407	Inde	
1661	Inde	
1669-1670	Inde	3,000,000
1769-1770	Bengale	10,000,000
1783	Inde	
1790-1792	Inde	
1816-1817	Irlande	737,000
1838	Inde	800,000
1846-1847	Irlande	1,000,000
1861	Inde	
1866	Inde	1,000,000
1869	Inde	1,500,000
1874	Inde	
1876-1878	Inde	5,000,000
1877-1878	Chine	9,500,000
1887-1889	Chine	
1891-1892	Russie	
1897	Inde	1,000,000
1899-1901	Inde	1,000,000
1905	Russie	
1916	Chine	
1921-1922	Russie	3,000,000
1932-1933	Russie	3,000,000
1943	Inde	4,000,000
1959-1961	Congo	
1964	Inde	
1968-1970	Nigéria	3,000,000
1972-1973	Sahel	200,000
1974-1976	Bengladesh	1,000,000
1979-1980	Cambodge	
1984-1987	Sahel, Ethiopie	2,500,000

SOURCE: Encyclopaedia Britannica, 1967, vol. 9, p.58.

## A. DES PREMISSES ET LE CAS D'ULYSSE

La faim n'a jamais tué autant dans l'histoire qu'au vingtième siècle. C'est en ces mots que peut s'exprimer la conclusion tirée des chiffres qui apparaissent dans le tableau précédent.

Voilà matière à attirer l'attention. Une telle observation justifie la nécessité, voire l'obligation, d'un retour sur le passé. En effet, comment expliquer que la faim croisse de cette façon. Va, si l'on invoque sans scrupules la croissance de la population. Mais, si on dépasse le niveau des réflexes, de la spontanéité et par la même l'intuition pure et que l'on questionne, à eux seuls, la capacité de production, les rendements de productivité de la terre et le développement de la technique en faisant fi même de toutes les autres dimensions, on constate, non sans frayeur, qu'il y a de quoi s'arracher les cheveux; tous!

Plutôt que de nous faire une telle violence... nous nous proposons de tenter de comprendre les faits, la réalité, sans prétendre pourtant en épuiser toutes les facettes.

Il nous semble nécessaire, dans une approche sociologique, d'inscrire notre analyse à l'intérieur d'une grille ou d'un schéma historique c'est-à-dire en gardant en tête l'histoire qui gravite autour des faits et en ne les perdant pas de vue. La raison est assez simple et peut s'exprimer sous forme interrogative. N'est-il pas en effet possible de penser le présent et les événements qui y correspondent comme un produit, il va sans dire inachevé, dont il serait possible de retracer le processus dans l'histoire? Il

s'agit, dans une telle perspective, de voir comment les famines d'hier portaient en elles l'oeuf fécond et annonciateur de la faim d'aujourd'hui.

Nous pouvons à cette étape encore précoce de notre travail utiliser la très belle métaphore d'Homère reprise par Horkheimer et Adorno pour décrire les rencontres d'Ulysse avec les sirènes dans *L'Odyssée* et ainsi illustrer ce qu'il est possible d'appeler une maïeutique ou démarche dialectique. Cette illustration nous permettra, en quelque sorte, de tracer une première esquisse du lien possible entre famine, raison/ domination et le développement de l'économie de marché, phénomènes que nous approfondirons ultérieurement.

Ulysse, confronté au chant des sirènes et au plaisir qu'il promet, est mis en garde par Circé (divinité du retour à l'état animal) qui, pour le récompenser de lui avoir résisté, lui donne la force de se défendre contre les puissances de destruction. Paralysé entre le désir d'auto-conservation ou la promesse du bonheur et celui d'auto-destruction (la mort):

'Il ne connaît que deux moyens d'échapper au dilemme, dont il prescrit l'un à ses compagnons. Il leur bouche les oreilles avec de la cire et les oblige à ramer de toutes leurs forces. Celui qui veut survivre ne doit pas prêter l'oreille à la tentation de l'irrévocable, et ne peut survivre que s'il ne parvient pas à l'entendre... Ulysse, le propriétaire foncier qui fait travailler les autres pour lui, choisit la seconde voie. Il écoute mais ligoté au mât, il ne peut rien; plus la tentation grandit, plus il faut resserrer ses liens, tout comme les bourgeois, par la suite refusèrent le bonheur d'autant plus obstinément qu'il leur devenait plus aisément accessible à mesure que leur pouvoir augmentait. Ce qu'entend Ulysse est sans conséquence pour lui, tout ce qu'il est en mesure de faire, c'est un signe de tête demandant qu'on le détache, mais il est trop tard, ses compagnons, incapables d'entendre eux-mêmes, ne connaissent du chant que le danger qu'il peut leur faire courir, non sa beauté; pour sauver Ulysse et se sauver eux-mêmes, ils laissent leur maître attaché au mât. Ils reproduisent à la fois leur vie et celle de l'oppresseur, lui n'est plus en mesure de sortir de son rôle social' (Horkheimer, M. et T. Adorno, 1974:49-50).

Ulysse a un privilège: celui de la domination. Son rôle d'oppresseur lui permet de jouir de certains plaisirs tout en demeurant à l'abri des risques. Ses compagnons, soumis à l'oppresseur qu'il est, sont contraints et privés de leurs sens.

L'allégorie se poursuit alors qu'Ulysse rencontre le cyclope et dit se nommer "Personne". Lorsque que Polyphème est interrogé

quant à la blessure qui lui a été infligée, il se voit forcé de répondre "Personne" et pas un ne viendra à son secours. Ulysse est sauvé. Pour Horkheimer et Adorno cette ruse employée par Ulysse est une représentation des mathématiques modernes qui renverrait au modèle économique propre à l'Antiquité primitive dans lequel l'échange par voie de contrat est respecté mais où l'un des partenaires est dupé.

'C'est l'échange occasionnel entre des économies domestiques fermées. Les excédents sont échangés occasionnellement, mais le gros de l'approvisionnement consiste en produits que l'on fabrique soi-même. Le comportement d'Ulysse rappelle celui du troqueur occasionnel. Même dans l'image pathétique du mendiant, le seigneur féodal porte encore les traits du marchand oriental qui rentre chez lui avec d'immenses richesses parce que pour la première fois et contrairement à la tradition, il franchit les limites de l'économie domestique et s'embarque. Du point de vue économique, l'élément aventureux de ses entreprises n'est rien d'autre que l'aspect irrationnel de sa raison comparé à la forme d'économie traditionnelle prévalant encore. Cette raison irrationnelle a trouvé un écho dans la ruse comme équation de la raison bourgeoise à toute déraison qui s'opposerait à elle comme force supérieure. L'ingénieur solitaire est déjà l'homo oeconomicus auquel ressemblent tous les hommes doués de raison' (Horkheimer, M et T. Adorno, 1974:74).

L'aventure d'Ulysse et de ses compagnons symbolise un peu la lutte qui se produit aujourd'hui dans les pays du tiers monde où quel que soit, au bout du compte, le prix que doit payer le héros, en l'occurrence les riches ou ceux qui détiennent le pouvoir, les masses que composent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants paient excessivement cher les petits rôles qu'ils tiennent\_\_la plupart du temps sans le comprendre\_\_ dans le drame.

Si Homère annonçait déjà, à travers les aventures d'Ulysse, la ruse que déploierait le grand capital des millénaires plus tard, l'analyse de la question de la faim peut, quant à elle, se permettre un retour dans les méandres de l'histoire plus récente et y chercher des repères qui certes n'emploieront pas la voie illustratrice propre au mythe mais plutôt celle d'une réalité parfois brutale.

## B. LES FAMINES DU PASSE ET LA SOUS-ALIMENTATION CHRONIQUE D'AUJOURD'HUI

La privation, la faim et la famine existent depuis les débuts de l'humanité. Déjà, à l'époque "primitive" où l'être humain vivait de chasse, de pêche et de cueillette, il y a 100,000 ans environ, la faim venait le tenailler l'hiver alors que, chassées par le froid, la plupart des espèces animales émigraient et que les végétaux se faisaient rares.

Plus tard, la conservation des aliments allait permettre à l'humain d'être moins soumis aux aléas de la nature. Alliée à cela, la sédentarisation devait donner naissance à la domestication des animaux et à la pratique de l'agriculture. Le niveau de productivité, quant à lui, augmentait de concert avec l'évolution des connaissances relatives aux pratiques agraires. Les changements de saisons connus et devenus prévisibles, la découverte des vertus du soleil et de la pluie ainsi que l'aptitude progressivement acquise à reconnaître la bonne terre permettaient\_\_ complétés par une division du travail entre la production des fruits/légume-

s/céréales et les pâturages\_\_ d'obtenir de plus grandes quantités de nourriture.

Les surplus de production permirent d'une part d'accumuler des stocks qui seraient utilisés en cas de mauvaises récoltes et d'autre part de dégager certains individus des tâches liées à l'agriculture.

'The first specialists were craftsmen who produced useful tools and weapons; closely following if not preceding them were chiefs, war leaders and priests' (Dando, W.A..1980:X).

On serait porté à croire que les surplus de production dégagés suite à ces progrès ont délivré l'humain de la faim. Malgré une forte productivité, des famines se sont produites et continuent de se produire dans les régions du monde les plus diverses et même là où les rendements agricoles sont très élevés.

La faim a tourmenté les populations des milliers de fois, qu'il s'agisse de l'Europe en général, de la Grèce, de l'Inde, du Moyen ou de l'Extrême-Orient et plus près de nous dans le temps, de l'Afrique et de l'Amérique latine où des populations entières sont aujourd'hui encore et probablement plus que jamais, aux prises avec la faim et ses conséquences désastreuses.

Il est intéressant à ce sujet de constater ce qui se trouve à l'origine de ces famines et d'observer l'imaginaire qui les entourait.

Au delà de 800 famines auraient jalonné les derniers 6.000 ans de notre histoire (Dando,1980). Un des premiers documents

portant sur le sujet aurait été retrouvé, gravé dans un tombeau égyptien et daterait d'environ 4,247 avant Jésus-Christ. Les nombreuses famines auxquelles nous ne pouvons ici nous attarder se sont produites par la suite en Egypte, dans toute la région de la Méditerranée et ailleurs dans le monde. Si certaines famines furent le "fruit" de la sécheresse, la plupart d'entre elles, ce serait le cas d'ailleurs de celles que connut l'empire romain, furent le résultat de l'exercice d'un monopole quelconque.

"And yet famines were quite common in the empire. The emperors monopolized for their use large amounts of grain. This grain was used to supply the army and the city of Rome. Land confiscated from the senatorial aristocracy or from those condemned was taken by the emperors, and the emperors became the greatest landowners of the Roman Empire. Grain produced on these domains rarely appeared on the open market" (Dando, 1980:75).

A cette époque et de la même façon qu'aujourd'hui, les paysans se voyaient forcés d'aller vers la ville où, peut-être, ils trouveraient de quoi manger.

Plus près de nous, l'Occident, l'Europe en particulier, a connu la famine. On trouve d'ailleurs des documents intéressants à ce sujet qui décrivent à la fois les faits et la perception qu'en avaient les gens en général.

Déjà au début du seizième siècle Dante écrivait:

'Le mal de l'affamé, la faim est un état misérable. La faim est la première des calamités qui frappent l'humanité. Son issue est la mort la plus misérable de toutes... La faim provoque un lent supplice, de longues douleurs, un mal qui habite et se cache à l'intérieur, une mort toujours présente et toujours lente à venir. Elle consume en effet les humeurs naturelles, elle refroidit la chaleur et réduit le poids du corps,

elle consume peu à peu les forces. Pas plus de chair autour des os que chez une araignée. La peau n'a plus d'éclat. Car, avec le sang qui s'épuise, sa couleur disparaît: elle a perdu sa blancheur et la maigreur en noircit la surface; le corps est livide, la pâleur se mêlant misérablement à la noirceur sous l'effet de la maladie, les genoux ne le supportent plus et ne se meuvent qu'avec effort et difficulté. La voix est faible et languissante; les yeux sont affaiblis au fond de leurs orbites, inutilement enveloppés dans leurs écrins, comme desséchées dans leur coquille. Le ventre est vide, contracté, sans forme ni volume, les viscères y ont perdu leur gonflement naturel, il colle aux os du dos. Les rigueurs de la faim ont forcé, de façon répétée, de nombreux êtres à renverser les termes de la nature, l'homme à se nourrir du corps des misérables, la mère à réintroduire dans son ventre l'enfant qu'elle venait d'en sortir'.

Cette description magistrale de l'affamé nous fait imaginer des paysages où déambulent des corps décharnés, aux visages émaciés dont les regards semblent apercevoir, stupéfaits, les portes de l'au-delà.

Fait intéressant que révèlent les documents, la catastrophe que constituait la famine était liée dans l'imaginaire des gens; et peut-être dans celui du peuple en particulier, aux volontés divines et aux aléas de la nature.

'Selon une opinion très répandue, la famine et la peste étaient des signes de la colère divine provoquée par les mœurs corrompues et infâmes des hommes. Beaucoup croyaient que les famines étaient provoquées par des causes naturelles comme l'inégalité du temps et l'altération des saisons. Mais la plupart, que l'aspect politique et l'inégale distribution des ressources n'effleuraient même pas, croyaient que c'était la colère divine qui punissait les excès, les crapuleries, les discordes et les débauches. Une bonne partie des gens jurait que ce n'était ni la 'corruption' de l'air, ni les 'éléments inférieurs putréfiés', ni le fait de s'être nourri de 'poissons pourris', ni l'action de 'ministres scélérats' au service du Turc, ni le va-et-vient des 'marchandises', mais

l'ange envoyé par Dieu en colère qui provoquait le fléau' (Camporesi. M., 1981:76).

Si les exemples auraient pu se multiplier, ici s'achève pour le moment ce retour sur le passé qui aura surtout servi à nous montrer, à nous, peuples de l'Occident, que la faim n'est pas une fatalité uniquement liée au Sud de la planète. François De Ravignan nous rappelle qu'il y a presque trois siècles, l'Occident, l'Europe en particulier, ne produisait guère plus que l'Afrique actuelle.

'Les rendements céréaliers actuels du Sahel sont bien proches de ceux qu'obtenait dans ses terres les moins bien exposées l'Europe du XVIIIème siècle' (De Ravignan, F., 1982:65).

Celui-ci note par ailleurs qu'au début du dix-neuvième siècle, les écarts entre les rations alimentaires moyennes des peuples européens, asiatiques et africains, en tenant compte évidemment de la diversité des habitudes alimentaires liées aux cultures, n'étaient pas grands.

De tout temps l'humain a eu sporadiquement l'estomac creux. Une question demeure: comment s'explique et s'articule le passage ou la transition des famines propres à l'Occident du passé vers la sous-alimentation chronique et meurtrière, cette violence silencieuse, que connaissent aujourd'hui, des millions d'êtres humains du tiers monde. Comment expliquer que l'Occident se soit soulagé de la faim et que le problème, devenu chronique, menace l'équilibre entier d'une grande partie de l'hémisphère sud de notre pla-

nète sans compter ce qu'en seront les conséquences à l'échelle planétaire pour les années à venir.

Pour refaire un bref saut dans l'histoire, il semble que ce ne soit que vers 1750 que l'Occident ait connu une augmentation significative de ses surplus agricoles. Ceux-ci auparavant de l'ordre de 25 pour cent allaient graduellement passer à 50 pour cent, ce qui assurait la disparition du seuil des risques de famines. (Bairoch, 1983)

Les surplus dégagés, en Angleterre tout particulièrement, furent:

'rapidement assez élevés pour qu'une part croissante de la population quitte la terre et se consacre à une industrie, d'abord textile, puis sidérurgique dont l'essor est assez rapide' ( De Ravignan, F., 1982:67).

Ajoutée à cela, l'expansion coloniale, c'est-à-dire la faculté d'aller faire produire par d'autres des produits à bon marché permit que se réalise sur place l'amélioration des instruments de production et des spécialisations locales.

Par ailleurs, la croissance qu'a connue l'Europe serait liée à un développement qui s'est effectué sous l'aile du protectionnisme et au coût élevé du transport au début du dix-neuvième siècle.

D'autre part, le taux de croissance de la population était à l'époque beaucoup plus faible que celui que connaissent aujourd'hui les pays du tiers monde. Enfin, des techniques industrielles plus rudimentaires occupaient plus de gens qu'aujourd'hui pour un même travail (Bairoch, 1983).

'Cette période marque un tournant dans l'histoire des famines comme dans celle du commerce international. Après la tragédie d'Irlande disparaissent pratiquement les famines que Walford attribuait aux causes naturelles. Le développement des transports, du crédit et les inventions nombreuses permettent une expansion économique sans précédent. Graham Bell invente le téléphone, N.A. Otto le moteur à quatre temps; c'est aussi l'apparition de la moissonneuse-lieuse; l'usage de la potasse et des nitrates industriels se développe en agriculture. En 1865, un câble sous-marin relie l'Europe aux Etats-Unis et quatre ans plus tard c'est l'achèvement du canal de Suez.' (Brun, T.A., 1975: 610).

C'est ainsi que progressivement l'Occident s'est sorti de la faim qui le tenaillait périodiquement. C'est en partie aussi sur ce modèle que le tiers monde s'y enfonce inexorablement; les conditions ayant permis aux pays industrialisés de se tirer de la famine ne pouvant s'adapter aux spécificités du tiers monde actuel.

## 2

## QUELQUES INDICATIONS METHODOLOGIQUES

## A. DES DISTINCTIONS NECESSAIRES

Avant d'aller plus loin et de pénétrer au coeur du problème, quelques précisions s'imposent. Pour éviter une analyse de type apocalyptique et le piège de la surenchère quant au nombre de victimes, nous croyons utile de revoir et même de reformuler certaines définitions et donc de faire autant de distinctions. La tâche la plus difficile de toute démarche analytique ou descriptive n'est-elle pas de saisir la réalité et les faits dans leur intégrité. C'est pourquoi nous tenterons d'utiliser des "outils" aussi précis que possible.

Ce qui peut sembler n'être que nuance peut prendre, au bout du compte, couleur de contraste. Si l'on pense à la malnutrition et à la sous-alimentation, on s'aperçoit que la malnutrition est répandue à l'échelle mondiale mais que la sous-alimentation de façon générale, les exceptions ne sont pas à négliger, atteint surtout les pays du tiers monde.

La malnutrition est présente lorsque l'alimentation n'est pas équilibrée et qu'elle comporte des carences. Elle se manifeste

dans les régimes alimentaires insuffisants mais aussi dans l'excès. C'est pourquoi on peut dire qu'une grande proportion des individus qui vivent dans les pays industrialisés sont mal nourris. Il suffit de penser à la fréquence des cancers et des maladies cardiaques pour constater l'importance de la 'suralimentation'.

Ce genre de problème est toutefois la conséquence d'un mode de vie et est par le fait même moins dramatique.

La malnutrition peut correspondre à une consommation excessive ou impropre de calories ou alors à une faible diversification des régimes alimentaires, ce qui peut de causer des carences.

' Les habitudes alimentaires peuvent aussi aggraver la malnutrition. L'alimentation est l'expression d'une culture et certaines coutumes peuvent être néfastes: consommation quasi-exclusive de riz poli dans certaines parties de l'Inde ou dans le Nord-Est de la Thaïlande— où l'on considère que la viande, les oeufs, le poisson sont nocifs pour les jeunes enfants; interdiction de consommer des oeufs pour les femmes et les enfants dans certaines régions d'Afrique; non-consommation de fruits et de légumes dans le Nordeste du Brésil... En Afrique, la tradition veut que les adultes (hommes) se réservent les meilleurs morceaux au cours des repas et notamment la viande, les enfants se partageant ensuite ce qu'il reste dans le plat' (Brunel, 1987:472).

La malnutrition qui nous intéresse ici est cependant celle de ceux qui ne trouvent pas assez à manger. C'est celle que l'on peut appeler la sous-alimentation; celle dont les carences minent lentement mais sûrement l'organisme jusqu'à ce que toute résistance ait disparu, et que la maladie et finalement la mort l'emportent. Ce terme est celui qu'il faudra employer tout au long de

cet ouvrage. L'importance d'une telle distinction réside dans le fait qu'elle permet de différencier entre le fait de souffrir de carences alimentaires; situation propre au pays en voie de développement en raison d'un accès restreint à la nourriture par rapport à la malnutrition qui touche aussi les sociétés industrialisées mais qui se caractériserait selon notre définition par un état où les habitants peuvent être malnourris sans toutefois jamais avoir faim.<sup>1</sup>

Propre au sujet qui nous intéresse, ce terme englobe donc la malnutrition mais suppose en plus une alimentation pauvre en calories, protéines ou autres éléments nutritifs.

Il faut aussi se garder de confondre famine et sous-alimentation.

'La famine, au sens précis du terme, se caractérise par une grande et brutale augmentation du nombre des décès dans une région plus ou moins vaste et par le fait que ces décès sont directement dûs au fait que les gens n'ont rien manger depuis des jours. Il ne faut pas non plus confondre famine et disette, cette dernière étant une phase de pénurie accentuée, le plus souvent saisonnière, notamment à l'époque de la 'soudure'; elle ne provoque cependant pas d'hécatombe massive, mais une forte aggravation de la sous-alimentation... Elle se produit dans certaines régions géographiques et à un moment où, à des causes permanentes, s'ajoutent momentanément ou accidentellement des facteurs déterminants qui sont, pour une part, d'ordre climatique, mais aussi d'ordre politique.' (Lacoste, 1985:4).

Une observation de la sorte montre comment les famines,

---

<sup>1</sup> Cela va de soi que des individus souffrent aussi de la faim dans les pays où règne l'abondance. Cette faim cependant ne semble pas avoir encore atteint le niveau chronique qu'on lui connaît dans les pays pauvres.

telles que celles que connaissent ou ont connu l'Ethiopie, le Vietnam, l'Inde ou le Bengale sont aujourd'hui exceptionnelles. Si autrefois, comme nous l'avons vu précédemment, des régions entières étaient ravagées par des famines, celles-ci peuvent maintenant être évitées.

'Une famine, en effet, ne tombe pas du ciel brusquement. Elle est prévisible plusieurs mois à l'avance, à partir du moment où l'on peut constater ne serait-ce que par les observations aériennes que la prochaine récolte, faute de pluie, n'aura pas lieu dans telle ou telle région' (Lacoste, 1985:4).

Si les famines sont aujourd'hui presque enrayées, la plupart des pays du tiers monde continuent de porter le poids de la sous-alimentation chronique de leurs habitants. Les images que véhiculent les média nous montrent des caricatures, archétypes des famines-hécatombes, mais rarement le produit réel des ravages de la faim silencieuse qu'est la sous-alimentation.

#### **B. PETIT EXERCICE DE BIOCHIMIE OU LES CONSEQUENCES DE LA SOUS-ALIMENTATION SUR L'ORGANISME HUMAIN**

Si les peuples ne meurent plus qu'exceptionnellement foudroyés par la famine, la maladie par contre, conséquence de la sous-alimentation, les ronge doucement.

La première manifestation de la sous-alimentation est l'amaigrissement. Il semble qu'au fur et à mesure que s'installent les effets de la sous-alimentation, la composition corporelle change.

'L'autopsie des personnes mortes de faim révèle de profondes modifications du poids et de la composition

des organes. Le cerveau et le coeur ne perdent pratiquement pas de poids mais les reins peuvent en perdre 25%, le foie est réduit de moitié et les muscles et les viscères peuvent être extrêmement atrophiés, réduits à 30 ou 40% de leur poids initial, dans les états extrêmes de dénutrition' (Brun, 1975:621).

Lorsque la sous-alimentation se produit pendant la grossesse, la taille du cerveau de l'enfant et son fonctionnement peuvent être affectés de façon irréversible.

Les survivants de la sous-alimentation sont constamment menacés par toute une panoplie de maladies dont les conséquences ne sont pas négligeables. Les maladies de carence telles que le béribéri (manque de vitamines B1), le scorbut (manque de vitamines C), le rachitisme (manque de vitamines D), le Kwashiorkor [mot guinéen qui signifie 'maladie d'un enfant sevré trop tôt lorsque survient son petit frère' (Brunel, 1987:474)], en plus des autres, deviennent vites menaçantes pour les organismes affaiblis. Un tel état physique n'est pas sans conséquences sur les performances des travailleurs.

'The Institute of Nutrition of Central America and Panama (INCAP) points out that male agricultural workers in tropical developing areas are known for their 'small size, leanness, slow working pace, and, in low lands, often their pallor'. They are often described as 'lazy, inefficient workers' who find it extremely difficult to participate in normal after-work activities; but this is due to lack of energy and to chronic iron-deficiency anemia' (Warnock, 1987:4).

La liste des conséquences de la sous-alimentation sur les fonctions métaboliques du corps humain n'est certes pas exhaustive ici. Elle nous renseigne cependant sur les difficultés quotidien-

nes auxquelles sont confrontés les individus des pays du tiers monde et pose sans aucun doute la question de la qualité de vie future, autant sur un plan physique que psychologique, des enfants qui auront survécu à la sous-alimentation. Impossible de ne pas songer au sombre portrait de l'affamé peint par Dante!

### C. APPROCHES THEORIQUES DU PROBLEME DE LA FAIM

Des théories et des chiffres de toute sorte illustrent, expliquent ou dénoncent la faim dans le monde. Nous nous proposons d'énoncer brièvement les approches analytiques les plus marquantes, ce qui permettra de disséquer les faits dans une étape ultérieure.

Auparavant, quelques mots au sujet des chiffres qui fusent de partout. S'il est vrai qu'il est scandaleux que des millions d'êtres humains meurent ou souffrent quotidiennement de sous-alimentation, il est tout aussi grave, même s'il est légitime de vouloir enrayer la souffrance, de mettre des invraisemblances en lumière.

On a parlé certaines années de 50 millions de morts de faim.

'C'est émouvant mais c'est faux: il n'y a eu au total en 1981 que 48 millions de morts dans le monde' (Vergara, 1982:99).

Des calculs effectués par Joseph Klatzmann (1988) à partir des statistiques publiées par la Banque mondiale ont révélé une

mortalité infantile (enfants moins d'un an) et une mortalité juvénile (enfants d'un à quatre ans) qui pourraient atteindre 10 millions contrairement aux 15 millions annoncés. Par ailleurs, de ces 10 millions, une partie seulement des décès sont attribuables directement à la sous-alimentation.

'Certains de ces enfants meurent de faim, d'autres sont enlevés par des maladies infectieuses, par la consommation d'eaux polluées, et beaucoup d'entre eux meurent parce qu'une alimentation déficiente réduit leur résistance aux maladies.' (Klatzmann, 1988:24).

Nous osons ajouter une autre phrase de Joseph Klatzmann qui semble très juste à ce propos puisqu'elle démontre la nécessité de l'utilisation de chiffres sensationnels.

'Je suis tenté d'écrire qu'on ne défend pas efficacement une cause en publiant des chiffres invraisemblables. Mais j'ai tort puisque ces chiffres sont acceptés de tous' (Klatzmann, 1988:25).

Entre l'optimisme et le défaitisme se dessine la nécessité d'entrer au centre du débat sur la question de la faim dans le monde et de dégager les grands traits de chacune de ces approches.

Nous pouvons commencer avec l'approche malthusienne ou plutôt néo-malthusienne parce qu'elle demeure actuelle en raison des débats qu'elle suscite maintenant et depuis presque deux siècles. En effet, déjà en 1798, Malthus écrivait dans son *Essai sur le principe de population* que l'augmentation constante (géométrique) de la population présentait un danger pour la subsistance du monde. Les ressources naturelles dont la croissance augmente de façon arithmétique, toujours selon Malthus, et la terre étant un

espace fini. il recommande alors la restriction volontaire des naissances.

Si Malthus n'était pas à l'époque préoccupé par la sous-alimentation et la pauvreté, aujourd'hui, l'approche néo-malthusienne présente la surpopulation comme le fléau du tiers monde.

Les plus récents écrits des néo-malthusiens ont beaucoup été inspirés par l'évolution de l'écologie. La question porte maintenant sur le nombre de personnes qu'il est possible de loger et de faire vivre convenablement dans une région ou un espace donné en fonction du potentiel productif des terres qui s'y trouvent.

La théorie néo-malthusienne est aujourd'hui entérinée par le Worldwatch Institute de Washington D.C.. En 1974, l'Institut publiait *By Bread Alone* juste avant la Conférence mondiale sur l'alimentation .

'The Study emphasized the population argument, but devoted considerable attention to the environmental threats to food production: loss of farmland to other uses, degradation of water supplies, questions of energy, increasing dependance on manufactured fertilizers, and depletion of ocean fisheries' (Warnock, 1987:35).

La conférence internationale des Nations Unies sur la population tenue à Bucharest en 1974 a permis d'énoncer les principes suivants:

1. population and development are integrally related;
2. population policies are part of social/economic policies and not substitutes for them;
3. people have the right to determine and number and spacing of their children, and the right to the information and means to do so;
4. women have the right to share an equal part in the development process;
5. supply and characteristics of natural resources,

food supply and environmental quality must be considered when formulating population policy' (ONU, 1983:1).

Ainsi, il semble qu'en 1974, les pays qui ont participé à la conférence de l'ONU étaient d'accord pour dire que la croissance de la population n'était pas à l'origine de la sous-alimentation. Par contre, l'environnement, les ressources naturelles et alimentaires devaient guider l'élaboration des politiques relatives à la population.

Plus récemment pourtant, un revirement semble s'être produit et les efforts ont surtout été concentrés sur la planification des naissances et la nécessité de la conservation des ressources naturelles en vue de maximiser l'importance des ressources énergétiques renouvelables.

'Today, enough food is produced to provide the total world population with an adequate and nutritious diet, and it can be expected that growth in food production can remain abreast of population growth. Yet large segments of populations in developing countries are faced with malnutrition. Slowing rates of population growth will facilitate the implementation of programmes of agricultural modernization which do not endanger the agricultural resource base' (ONU, 1983:15).

On voit donc dans quelle perspective s'inscrit l'approche néo-malthusienne du problème de la faim. Si l'accent est mis sur les inégalités et le potentiel productif de la terre, il semble qu'à part la restriction des naissances, peu de solutions aient été proposées pour ralentir la croissance de la faim et des autres problèmes que ses protagonistes dénoncent. Par ailleurs la position officielle des pays riches telle qu'énoncée à Bucharest en 1974 et à New York en 1983 ne semble jamais mettre en lumière les

efforts que ceux-ci pourraient déployer de leur côté afin de participer à l'amélioration de la qualité de la vie de millions de gens de la planète. Quoique la théorie néo-malthusienne soulève des questions intéressantes, son point de vue par rapport à la surpopulation semble faire défaut. Comme le rappelle François De Raignan (1982), la surpopulation a souvent été mise au banc des accusés comme facteur déterminant dans l'histoire de la faim. Ce sont pourtant les régions les plus peuplées de l'Asie et de la Chine qui ont vu naître les techniques agricoles intensives. Si la famine d'Irlande fait exception, les exemples précédents suffisent à montrer que famine et surpopulation ne sont pas intimement liées.

La position marxiste quant à elle nie les postulats néo-malthusiens. Pour les marxistes, il y a assez de nourriture pour tout le monde. Il n'y a ni surpopulation ni rareté véritable, (Warnock, 1987). Le problème réside dans le mode de production capitaliste, sa structure et ses conséquences inévitables que sont la pauvreté, les inégalités de classes et le chômage.

'The underdeveloped countries are trapped, according to the marxists, because of the legacy of colonialism and the existing world capitalism system of production and trade. Food production is for profit and export and not for local need. The countries suffering most from food production problems lack capital, science and technology. The industrialized capitalist states have billions for arms but precious little for the needs of the underdeveloped countries. The governments of the poorer countries (usually dictatorships) are controlled by local ruling classes and are closely linked to the power of foreign capital and the governments of the advanced capitalists states.' (Warnock, 1987:40).

Si l'analyse marxiste offre un cadre conceptuel utile et très pertinent pour la compréhension du problème que constitue la faim, celle-ci ne la présente pourtant pas comme un problème en soi. La sous-alimentation apparaît plutôt dans le cadre du processus de valorisation de la terre à l'intérieur de la modernisation industrielle et de l'envahissement de la campagne par les rapports marchands dont le support est la violence de classe.

'Les régimes d'accumulation sont en général excluants dans les pays sous-développés. Une fraction importante, sinon majoritaire, est exclue des bénéfices de la croissance... Les campagnes se dépeuplent, les paysans expulsés de leur terre, ou appauvris, espèrent trouver un meilleur sort dans les villes, où tout s'achète, où il n'est plus question de reproduire sa force de travail, ainsi que celle de sa famille, par l'autoconsommation, où on peut s'attendre de moins en moins à bénéficier de la solidarité communautaire. La fuite de la faim aboutit souvent à une faim sans secours' (Salama, 1983:110).

S'il est vrai que l'on ne peut faire fi de l'importance du mode de production dans l'organisation de toute société et dans les rapports des sociétés entre elles, les bases conceptuelles posées par le marxisme, si elles permettent de comprendre la faim en tant que conséquence inévitable de la mondialisation du mode de production capitaliste, n'offrent pourtant pas à notre avis tous les outils nécessaires à l'appréhension de la sous-alimentation prise en tant que problématique contemporaine. En ce sens, l'analyse marxiste se présente pour nous un peu comme le produit même de la pensée économiste.

'L'optique économiste réduit toute la réalité sociale

à son aspect <<matériel>> et cet aspect matériel est à son tour réduit en une donnée quantifiable. Toutes les civilisations sont ainsi classables sur une échelle et on peut en dresser le bilan en plus et en moins... Analysé en économiste, l'impérialisme n'est et ne peut être qu'un gigantesque système de prélèvement à l'échelle mondiale. Sa logique peut se résumer de façon directe (le pillage), indirecte (plus-value) ou de façon plus subtile encore (la dépendance et les rapatriements de profits); il n'en reste pas moins qu'un flux matériel s'inscrit en actif' (Latouche, 1984:46).

Ainsi, l'approche marxiste contribue elle aussi à réduire le social et sa compréhension à une logique essentiellement économique selon laquelle tous les autres aspects: la dimension culturelle en particulier, ne sont que des sous-produits au service de la production de la vie matérielle. Quoique très riche, elle ne permet pas de brosser un portrait global de la situation alimentaire.

La dernière des grandes approches du problème de la sous-alimentation que nous aborderons ici est plus préoccupée par la justice et le changement social. Elle tente surtout de mettre en lumière des stratégies et des rapports de force en mettant par exemple à jour les activités d'une multinationale dans les pays du tiers monde. Cette approche, qui apparaît sous le nom de justice distributive<sup>2</sup>, à laquelle nous sommes très redevable est représentée par les Susan George, Jon Bennett, Frances Moore Lappe, Joseph Collins et plusieurs autres qui seront cités dans le cadre de ce mémoire.

---

<sup>2</sup> Nous emploierons ce terme parce que cela est nécessaire. À notre avis toutefois, l'expression ressemble étrangement à une traduction maladroite ou trop étroite voire à un anglicisme.

Ces auteurs, fortement influencés par l'approche marxiste en ce qui concerne les rapports sociaux de production, rejettent radicalement la pensée néo-malthusienne. Pour eux, il y a assez de nourriture pour tout le monde sur la planète actuellement. Le problème réside surtout dans la répartition: ce sont les pauvres qui ont faim.

'This general approach follows the consensus position adopted at the World Conference on Population at Bucharest in 1974. There is a rejection of the U.S. government's policy of emphasizing family planning in low income underdeveloped countries. But at the same time there is a rejection of the traditional Marxist position that population growth is important to development and does not pose a problem in a socialist society. The Bucharest position argues that population growth in underdeveloped countries is not the cause of hunger but is the result of persistent poverty and inequality, and the lack of education, health services, social security, and employment' (Warnock, 1987-:49).

Cette approche se divise en deux tendances: l'une se rattache aux institutions chrétiennes. La faim, dans cette perspective est un problème d'ordre moral. Ses protagonistes sont habituellement attachés à des institutions chrétiennes traditionnelles. L'autre tendance, qui est aussi celle qui nous intéresse le plus, est plus radicale et plus populiste (dans son acception méliorative...). Elle attribue beaucoup de problèmes, voire la majorité, à la présence des multinationales dans les pays du tiers monde et aux politiques des gouvernements locaux et de ceux des pays riches, ce qui aurait selon ses défenseurs les conséquences suivantes:

1. la concentration des revenus et la perte d'emplois;
2. le contrôle des terres arables;
3. le changement des goûts et des habitudes alimentaires des populations en fonction de leur intérêt propre.

Le trait le plus commun et pour nous le plus important de l'approche marxiste et de l'approche dite de justice distributive est le suivant: chacune de ces deux perspectives abordent le sous-développement et la faim comme des anomalies, voire des excroissances monstrueuses et grotesques du fonctionnement du mode de production capitaliste à ce stade-ci de son histoire. Pour l'approche humaniste autant que pour les marxistes, ce sont les gens des classes défavorisées qui souffrent de la faim.

Contrairement à la perspective marxiste, les représentants de la justice distributive croient que la révolution, en raison de son caractère meurtrier, ne peut libérer les peuples en faisant d'innocentes victimes. Elle met plutôt l'accent sur la nécessité du changement social par la voie d'une prise de conscience devant mener à plus de solidarité entre les peuples. Les théoriciens de la justice distributive croient que le tort causé au pays du tiers monde n'est pas uniquement fonction de l'impérialisme. Ils attribuent au développement de la rationalité une contribution à la destruction du tiers monde.

#### D. LA FAIM COMME RESULTAT DE LA QUANTIFICATION D'UN MONDE INQUANTIFIABLE

Comme nous l'avons laissé entendre plus tôt, c'est de sous-alimentation dont il est question dans cet ouvrage. Nous tenterons donc dans les prochains chapitres d'établir des liens entre la 'malbouffe des riches' et la sous-alimentation des pauvres.

S'il est difficile, comme le dit si bien Johan Galtung, de choisir impunément parmi les approches; celles-ci étant probablement toutes indispensables à la compréhension globale de la condition humaine, nous croyons cependant que certaines d'entre elles sont plus appropriées pour la compréhension du problème particulier qu'est celui de la faim. C'est pourquoi, les chapitres qui suivent serviront à élaborer le problème de la faim à l'aide des deux dernières perspectives théoriques mentionnées ci-haut tandis que les derniers verront à son explication en rapport avec la croissance de l'économie de marché et son autonomisation ainsi qu'avec le développement parallèle de la technique et de la Raison.

L'approche théorique utilisée empruntera beaucoup à Karl Polanyi dont l'oeuvre *La grande transformation* aura eu pour effet de nous éclairer sur l'évolution du libéralisme économique vers un marché auto-régulateur qui a vu la dimension économique s'émanciper progressivement du tissu social et se transformer en un système auquel la société entière sera soumise. Elle se situera aussi à l'intérieur de la tradition critique qui voyait, dans le progrès

de la Raison et de la domination sur la nature, une avancée marquée de la domination sociale et par le fait même une sorte de régression sociale.

La faim serait, dans cette perspective, la conséquence des bouleversements provoqués par l'invasion occidentale. Celle-ci aurait provoqué la destruction des économies traditionnelles mais surtout celle des identités culturelles.

Une telle hypothèse permet d'avancer que la sous-alimentation serait le résultat de l'autonomisation de la dimension économique mais aussi celui du développement de la Raison et du "progrès" qu'elle promettait. En schématisant un peu, il devient possible de croire que les Lumières et la Raison, dans leur triomphe, et par suite du développement d'une technique propre aux besoins qu'avait l'Occident pour parvenir à ses fins, aient eu pour conséquence une dévalorisation des connaissances autres que celles qu'avaient les sociétés capitalistes. Cela aurait provoqué la destruction de la capacité qu'ont les peuples de réfléchir sur leur propre expérience et de résoudre les problèmes auxquels il faut faire face, en l'occurrence la façon de se nourrir, ou en situation extrême, la faim. Bien sûr que l'histoire de cette "invasion" est longue et complexe mais elle permet de faire un certain lien entre faim et rationalité.

Vers le seizième siècle, l'intérêt porté par la bourgeoisie aux inventions et aux découvertes, lié à la mathématisation des sciences et à l'espérance d'un progrès infini de la connaissance, de pair avec l'idée que la croissance illimitée de la production

et des forces productives était en fait le but central de la vie humaine. a contribué à l'apparition de nouvelles attitudes et de nouvelles valeurs.

'... une nouvelle définition sociale de la réalité et de l'être, de ce qui compte et de ce qui ne compte pas. Brièvement parlant, ce qui compte désormais est ce qui peut être compté. D'autre part, philosophes et scientifiques imposent un torsion nouvelle et spécifique à la pensée et à la connaissance: il n'y a pas de limites aux pouvoirs et aux possibilités de la Raison, et la Raison par excellence, du moins s'il s'agit de la res extensa, est la mathématique: Cum Deus calculat, fiat mundus (<<Au fur et à mesure que Dieu calcule, le monde est fait>>, Leibniz)' (Castoriadis, 1977:214).

Si notre analyse est exacte, elle permet de penser que le projet de domination de la nature qu'est la Raison a permis, à un moment précis de son histoire, l'inclusion d'une partie des habitants de la planète dans la production de la marchandise. L'économie est apparue comme le royaume de l'abstraction concrète chère à la rationalité et a divisé le monde encore "absolu" en unités fictives rationnellement quantifiables. Dans la logique mathématique, l'univers qualitatif est devenu univers quantitatif comme si, pour se convaincre de son existence réelle, l'Occident fut forcé; l'économie se prêtant bien à cet exercice, de tout quantifier. L'identification d'un 'maximum' à atteindre s'avérait la chose à faire. Après avoir atteint un degré formidable d'efficacité et de productivité sur son espace propre, l'économie-institution dut chercher ailleurs le moyen de répandre son mode de pensée et d'action et imposer son propre modèle de société. L'ultime résul-

tat (nous passons quelques étapes sur lesquelles nous reviendrons plus tard) fut l'appauvrissement croissant du tiers monde, dont la faim est peut-être la plus pénible des réalités, parce que le "développement" que la rationalité proposait était approprié à une logique particulière voire à des cultures incompatibles avec celle des pays que l'on voulait développer.

'La culture n'est rien d'autre que le mode de réponse donné par chaque société au problème de son existence sociale' (Latouche, 1984:44).

C'est d'ailleurs cette rationalité qui, encore aujourd'hui, par sa logique de ratiocineur fait dire aux spécialistes de la question de la faim, non pas que des millions d'individus sont littéralement affamés, mais plutôt que 1 800 millions de personnes n'ont pas les 2 500 calories nécessaires quotidiennement pour le bon fonctionnement de leur organisme.

## 3

## LA PERSISTANCE DE LA FAIM AUJOURD'HUI

Ce chapitre est une tentative, parfois schématisante, de saisir l'ampleur du problème de la faim. Par son caractère descriptif, il constitue une invitation au lecteur à mieux saisir la plupart des facettes et mécanismes actuels de la sous-alimentation. Il sera suivi d'une brève étude de cas mettant en lumière le rôle que joue le Canada dans le régime international de l'aide alimentaire.

## A. L'INDIVIDU ET SES BESOINS ALIMENTAIRES DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT

Dans un premier temps, nous nous proposons, en partant des prémisses énoncées dans le chapitre précédent, d'essayer de répondre à la question suivante: comment est-il possible de déterminer une ration alimentaire quotidienne minimale? Nous ferons ensuite un survol de la situation alimentaire mondiale et des mécanismes qui la sous-tendent.

La question ne fut-elle pas de tout temps un casse-tête?

'Les prisonniers de toujours doivent être capables de survivre sans coûter trop cher à l'État, les marins du XVIII<sup>e</sup> siècle de tirer sur leurs cordages, les jeunes filles de l'aristocratie pauvre du siècle suivant de lire Racine sans maux de tête et de jouer la Marche Turque sans s'évanouir sur leur piano' (Spitz, 1980:19).

Au début du dix-neuvième siècle, déterminer un salaire minimum pour un grand nombre de travailleurs s'avérait une tâche nouvelle et difficile. Les salaires alors, on le sait, devaient permettre la satisfaction des besoins de base.

'Si le propriétaire de la force de travail a travaillé aujourd'hui, il doit pouvoir recommencer demain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé. Il faut donc que la somme des moyens de subsistance suffise pour l'entretenir dans son état de vie normal' (Marx, Le Capital, 1977, livre premier:132).

La misère et l'exploitation, la difficulté de survivre quotidiennement et l'insuffisance chronique dans laquelle étaient plongés les travailleurs ont donné naissance à des syndicats qui proclamaient des droits: droits à la santé, à l'éducation, au logement, droit de manger.

'Étrange progrès vraiment que de définir, un siècle plus tard, pour les pauvres des pays pauvres des besoins plutôt que des droits. Les besoins, les experts les déterminent; les droits ne s'octroient pas, ils sont toujours l'objet d'une lutte et ils posent le problème de leur violation. Qui viole le droit à la vie des pauvres des pays dominés?' (Spitz,1980:21).

En effet, pour les observateurs des domaines où règnent l'abondance, il existe une ligne accablante de la pauvreté, d'où la nécessité d'établir des besoins de base. De leurs fauteuils posés sur leur confortable ligne, ils semblent oublier qu'il existe aussi des besoins du sommet qui constituent probablement les piliers, apparemment inébranlables, sur lesquels repose la composition des besoins de base. La recette ne manque pas: prenez

un corps, ajoutez lui 2.500 calories (peu importe qu'elles soient composées d'un seul ou de tous les éléments essentiels à une bonne alimentation), agitez le tout: la faim n'existe plus. Ou si peu...

Voilà, de façon quelque peu caricaturale, ce que la science économique a permis de faire. D'une part, si elle a fait ressusciter les besoins de base dans les années '70, d'autre part elle a constitué un champ d'investigation qui ne met l'accent que sur les consommateurs en faisant disparaître la misère des producteurs derrière le voile du minimum vital. Par dessus tout, le modèle ressemble à celui du dix-neuvième siècle. L'établissement d'un seuil minimum de besoins ne permet-il pas de mettre au travail une main-d'oeuvre, sorte 'd'inéluctable prolétariat' que l'on va quêrir aux confins du monde, et dont le travail autrement ne pourrait être rentable. La réalité, on le souhaite, n'est pas aussi perfide.

La mise au point d'une autre unité de mesure qu'est le PNB permet en théorie (on a vu que cette mesure cache la réalité en masquant la misère des plus pauvres sous l'effort d'uniformisation que constitue la moyenne qu'il établit) d'accroître les moyens de satisfaire les besoins de base. Elle permet aussi de stimuler la croissance.

'Du point de vue moral, il faut en effet noter que ce n'est pas la paresse qui est récompensée, mais l'habileté, le travail, l'imagination, la maîtrise de soi et l'esprit d'entreprise, qualités que les voleurs partagent avec les usuriers et les marchands de céréales en période de famine. Avec des effets différents toutefois, puisque les voleurs ne nourrissent qu'eux-mêmes et leurs familles en retranchant aux riches leur superflu, alors que les spéculateurs ne nourrissent que les riches en retranchant aux pauvres leur néces-

saire. Héros de l'entreprise privée dans les pays pauvres, ces entreprises dynamiques, voleurs, usuriers et accapareurs devraient être récompensés, les plus efficaces d'entre eux, par la Banque mondiale. <<Premier prix: une photo dédicacée par le Président lui-même signant un projet de développement agricole. Deuxième prix: la même, plus une photo d'un secrétaire à la Défense ordonnant des bombardements de rizières. Troisième prix: les mêmes, plus une photo d'un Président d'une grande entreprise automobile lisant le Capital pour mieux saisir les rapports entre celui-ci et le Travail>>' (Spitz, 1980:24).

Nous avons ici porté un regard bref et ironique sur l'expression des besoins et de ceux propres à l'alimentation en particulier. Nous ne voulons pas entrer dans le débat touchant la définition des besoins essentiels. Cela ne signifie pas que les faits ne se réfèrent pas à une réalité tragique, bien au contraire. Ce que ces commentaires tentaient surtout de montrer, est la contradiction qui réside dans le fait que l'humanité peut résoudre techniquement ses problèmes et probablement fournir à ses habitants ce qu'il leur faut pour satisfaire leurs besoins alimentaires et la réalité de la théorie d'un minimum vital qui semble être utilisée sans gêne dans le discours économique pour la mondialisation du marché. L'utilisation de la théorie des besoins semble être un instrument, produit de la logique économique rationalisante des pays riches, servant à perpétuer l'idée de la nécessité d'un "développement" qui ne rend pas du tout compte de la réalité quotidienne de ceux qui ont faim et pour qui manger ne fait plus partie de la catégorie des besoins mais relève plutôt d'une nécessité impérieuse, voire vitale.

Le discours sur le seuil minimum des besoins permet aux

organismes (FAO et autres) de faire des comparaisons entre apports et besoins caloriques. Ces comparaisons dérivent d'observations physiologiques.

'Le besoin énergétique comprend l'énergie nécessaire pour maintenir le corps au repos (métabolisme de base), une allocation pour la croissance dans le cas des enfants, plus l'énergie nécessaire pour une activité physique modérée' (Périssé, 1982:89).

En 1975, les experts ont évalué le minimum des besoins à 1.5 fois le métabolisme de base. Cela vaut pour l'individu de référence. En réalité, le besoin énergétique varie selon l'âge, le poids, le sexe, le niveau d'activité etc. Cela signifie qu'une personne peut disposer d'un apport énergétique supérieur au seuil critique et se trouver en dessous du seuil de son besoin énergétique. On voit donc la nécessité d'établir un seuil critique qui soit suffisamment bas pour saisir tous les individus susceptibles d'être sous-alimentés.

Nous aurions pu décrire ici tous les modèles d'évaluation des besoins alimentaires mais il nous semble que ceux-ci sont souvent complexes et prennent peu en compte la réalité socio-économique des individus en cause et ne saisissent pas les réalités véritables de la faim quotidienne.

Malgré les faiblesses des échelles de mesure des besoins et de celles des indices de consommation, nous sommes forcées d'en tenir compte pour avoir un aperçu approximatif de la situation alimentaire globale. Ce sont d'ailleurs ces bilans que nous devons utiliser, il faut le dire, comme point d'ancrage aux obser-

vations qui suivront.

#### **B. LE DÉSORDRE ALIMENTAIRE MONDIAL: LE CADRE DE LA PRODUCTION.**

Chez nous, Occidentaux, c'est surtout sur le plan d'une mauvaise conscience que la faim se manifeste. Si par hasard elle nous réveille, rarement elle nous empêche de dormir. Pourtant, elle est le symptôme le plus aigu de la dégradation de la qualité de vie de millions de gens qui partagent les produits du sol de cette même planète sur laquelle nous vivons tous.

La première question qui nous vient en tête lorsque nous songeons à cet état chronique de sous-alimentation dans lequel sont plongées des masses entières est celle de la capacité de production alimentaire. La question n'est même pas celle que l'on pourrait soulever mettant en cause la paresse ou l'inaptitude des gens. Simplement, celle-ci serait fondée sur de fausses observations ou peut-être des préjugés.

On songe plutôt aux données de la Banque mondiale relativement à l'indice moyen de production alimentaire par habitant pour la période 1985-1987; l'indice étant de 100 pour les années 1979-1981.

TABLEAU 3.1

INDICE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE POUR CERTAINS GROUPES DE PAYS  
ANNÉE 1985-1987 ET APPORT JOURNALIER DE CALORIES PAR HABITANT

	(1979-81=100)	1965	1986
pays à faible revenu	115	1,993	2,384
pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	101	2,394	2,777
(tranche supérieure)	101	2,556	2,970
pays à revenu élevé	104	3,083	3,375

Source: Rapport sur le développement dans le monde, 1989.

On constate que l'indice en question se situe tout près de 100 ou dépasse celui-ci pour l'ensemble des pays mentionnés. En fait, la moyenne se situe à 115 pour la tranche des pays à faible revenu. La seule exception est l'Ethiopie avec un indice de 89. La moyenne du même indice se situe à 101 pour les pays à revenu intermédiaire ainsi que pour les pays industriels à économie de marché. L'augmentation de la consommation d'engrais dans la plupart des pays du tiers monde entre 1970 et 1985 est elle aussi remarquable. On peut donc supposer que la productivité a augmenté; les engrais n'étant pas en général utilisés en pure perte.

Ces constatations nous mènent, indirectement il est vrai, au rapport faim-surpopulation. Les chiffres précédents nous montrent qu'il y a productivité dans pratiquement tous les pays du monde et même qu'il y a eu augmentation de la productivité dans la plupart des pays du tiers monde. Par ailleurs, les chiffres qui nous parlent d'apport quotidien de calories par habitant montrent de

façon éloquente que, dans la plupart des pays sous-développés, les habitants ont une ration alimentaire quotidienne en dessous du seuil minimum requis (2.384 calories par jour en 1984 et cela on le sait n'est pas représentatif des facteurs socio-économiques pour l'ensemble des pays). Il n'en reste pas moins que si la terre peut 'nourrir dix milliards d'habitants', ce dont nous nous permettons de douter, elle devrait, tout au moins, pouvoir en nourrir cinq ou six. Cet argument et surtout les chiffres relatifs à l'indice moyen de production alimentaire par habitant semble nous indiquer que le problème réside surtout dans la distribution de la nourriture. La FAO mentionnait elle-même:

'Globalement, la situation alimentaire est satisfaisante. Mesurées en calories par habitant, les disponibilités alimentaires étaient déjà suffisantes pour nourrir l'humanité au début des années soixante, et en 1979-1980 elles représentaient 110 pour cent des besoins, bien qu'en vingt ans le nombre de bouches à nourrir ait augmenté de 1,4 milliard. Même pour le tiers monde dans son ensemble, le taux de couverture globale des besoins atteint 100 pour cent à la fin des années soixante-dix, tout en restant légèrement inférieur à ce chiffre dans les pays en développement à économie de marché. Mais ces moyennes sont trompeuses. Elles masquent des différences considérables dont certaines sont visibles même au niveau des groupes de pays' (FAO,1982:44).

Les chiffres suivants d'ailleurs montrent qu'il ne suffit pas de produire pour manger. Bien que le Brésil fut le deuxième exportateur de produits agricoles au monde en 1985-1986, 66% de sa population avait une ration calorique quotidienne insuffisante. Entre 1960 et 1985-86, la production d'oléagineux est passée de 2 à 16,2 millions de tonnes, dont les pourcentages se répartissent

comme suit: soya, 87%; coton, 9%; graine de ricin 2%. L'augmentation de la production serait attribuable à un souci de diversification par rapport au café.

'Mais l'augmentation des superficies ensemencées de soya s'explique surtout par le remplacement des cultures vivrières dans les provinces méridionales de Rio Grande do Sul, Panama et Sao Paulo'  
(Furtan, Bayri, Gray et Storey, 1989:74).

En supposant que la surpopulation ne soit pas à l'origine de la sous-alimentation :

'Pour la première fois dans l'histoire du développement, le progrès technique a atteint avec profondeur la périphérie de l'économie mondiale. ce qui a permis aux pays du tiers monde, à l'instar des grands centres, d'augmenter fortement leur productivité avec, il est vrai, des résultats très inégaux d'un pays à l'autre. On est ainsi parvenu à accroître considérablement la production à un rythme légèrement supérieur à celui de la croissance démographique' (FAO,1982:4).

On se retrouve alors face à un véritable problème de répartition.

'Ces dernières années, le monde a produit environ 1 300 millions de tonnes de céréales, et les pays développés en ont consommé la moitié, bien qu'ils ne représentent qu'un quart de la population mondiale'-  
(George, 1978:26).

Une étude faite par le Conseil économique du Canada en 1989 nous apprend que la production mondiale de blé a atteint à elle seule 224,8 millions de tonnes en 1961-62 et 521 millions de tonnes en 1984-85 et la faim n'a pas pour autant diminué. Or la solution que proposait la FAO en 1982 était la suivante: augmenter la productivité (la doubler en fait dans les prochaines 20 années)

et accroître les superficies cultivables en investissant une fraction du total des budgets militaires. D'abord, on se demande comment se justifie la nécessité de produire plus s'il y a déjà assez de nourriture. Ensuite, il semble légitime de se demander combien de nourriture la terre peut encore produire. En effet, si l'on fonde nos calculs sur les observations précédentes, il faudra doubler, voire tripler la production agricole pour qu'enfin les trois quarts de l'humanité satisfassent leur appétit en supposant que leurs besoins alimentaires soient les mêmes que les nôtres.

On souhaiterait que la terre puisse offrir des ressources à l'infini mais la planète semble-t-il est déjà exploitée sur presque toute son échelle. On peut se demander quelle sont les limites de ses ressources renouvelables tant au point de vue énergétiques que minérales ou ce que peuvent être les conséquences de tant de dépenses d'énergie sur le potentiel écologique (tant qu'il en demeure...).

'De 1950 à 1976, la surface cultivée dans le monde en céréales est passée de 590 millions à 720 millions d'hectares: une expansion de 22%, jamais atteinte auparavant en si peu d'années' (Dumont, 1988:26).

Aujourd'hui, selon une étude de la FAO, les terres qui pourraient être utilisées pour l'agriculture se trouvent surtout dans les pays du tiers monde. Elles se trouvent cependant dans les régions tropicales où vivent peu de gens et où les opérations de conversion pour les rendre cultivables nécessiteraient des investissements très coûteux pour des pays déjà fort endettés, sans compter les dépenses d'énergie que cela requerrait. De plus, ces

transformations ne pourraient se faire sans causer de graves dommages à l'environnement; on n'a qu'à penser au problème que soulève à l'heure actuelle la déforestation de la région amazonienne. Ainsi, c'est sur les terres déjà cultivées que reposeraient les possibilités d'accroissement de la productivité.

Certes le potentiel total de productivité mondial n'a pas été atteint. Il n'en reste pas moins que de nombreux obstacles (érosion et épuisement des sols, rareté de l'eau, pollution, progrès déjà incontestables des techniques de mécanisation, d'irrigation, de production d'hybrides et de fertilisants etc.) s'opposent au développement d'une productivité que l'on souhaite voir doubler ou tripler pour satisfaire les besoins alimentaires d'une fraction croissante de l'humanité.

Par ailleurs, le Conseil économique du Canada prévoit que la production brésilienne atteindra 19,5 millions de tonnes en 1990 et entre 22,6 millions de tonnes d'ici 1995.

'Il est fort possible que ces niveaux soient dépassés, ne serait-ce que parce que le Brésil doit exporter davantage' (Furtan, Bayry, Gray et Storey, 1989:74).

Ainsi, il est probable que l'objectif de la FAO visant à doubler la production mondiale sera atteint. De forts doutes demeurent cependant quant à la satisfaction des besoins alimentaires des populations du tiers monde si l'on prend en considération le fait que les produits seront destinés à l'exportation.

### C. LA PAUVRETÉ ET LA FAIM

"Nos estamos vivos e esperamos —  
 <<Nous sommes en vie et nous espérons>>  
 (Linhart, 1980:31).

Selon les sources (Chonchol, George, etc.) on estime le nombre de personnes qui souffrent de sous-alimentation à entre 400 millions à 1 milliard. Peu importe encore une fois les chiffres, la réalité surtout appelle les observations.

Très différents de par leur origine culturelle, tous ces gens ont entre eux un point commun: la pauvreté. Si le manque de revenus n'est pas la seule cause de la sous-alimentation, elle semble certainement en être la principale. La distribution des revenus entre pays est inégalitaire mais elle est tout aussi remarquable entre les classes sociales. En effet, pour les masses populaires, le rapport entre revenu et coût de la vie est déterminant surtout lorsqu'elles dépendent de celui-ci pour assurer leur alimentation. Pour ne donner qu'un exemple:

'Au Mexique, en 1980, le salaire minimum allait de 90 à 163 pesos par jour (90 pour le monde rural, 163 pour la ville de Mexico). Toute la population classée comme occupée dans le secteur <<informel urbain>> gagnait beaucoup moins que cela et, dans bien des foyers pauvres, il ne rentrait qu'un salaire pour six bouches à nourrir. Dans les quartiers populaires de la ville de Mexico, l'Institut national de la nutrition estimait que <<si le niveau de 5 000 pesos par mois est à la limite de la dénutrition, la population touchée est de 65 pour cent' (Chonchol, 1987:65).

Les témoignages recueillis au Brésil par Robert Linhart auprès des paysans eux-mêmes révèlent une réalité semblable.

'Raynaldo a achevé les calculs d'après les données du président: dans le temps, une famille gagnait 600 cruzeiros par semaine, ce qui est le minimum pour manger (minimissimo). Aujourd'hui, une famille gagne à peu près 380 cruzeiros par semaine — ces deux chiffres en monnaie équivalente, calculée d'après le prix des marchandises. Ainsi, depuis 1964, le salaire a été divisé par deux et la production journalière par homme multipliée par deux' (Linhart,1980:35).

On constate donc que dans les pays du tiers monde, ceux qui produisent ne sont pas les mêmes que ceux qui consomment. D'autre part, à en juger par les agglomérations de taudis que l'on trouve dans les villes (il suffit de songer aux favelas au Brésil), on peut dire que la pauvreté urbaine est scandaleuse. Cependant, c'est dans les campagnes que se trouvent surtout les pauvres.

'La Banque mondiale a entrepris un certain nombre d'études sur la pauvreté rurale dans les années 70 et parle d'une pauvreté absolue définie <<par un niveau de revenu au dessous duquel ne peut même pas être maintenu le minimum en matière de nutrition, d'habitat et de commodités individuelles>> et d'une pauvreté relative <<qui témoigne des disparités considérables entre les niveaux de vie des classes les plus aisées de la société>>. Selon ces études, environ 85% des individus en état de pauvreté absolue habitaient les campagnes du tiers-monde' (Chonchol, 1986:16).

Cela représenterait environ 167 millions de familles de petits exploitants et de sans-terre, c'est-à-dire 935 millions de personnes si l'on considère que la taille moyenne d'une famille est de 5,6 personnes environ, soit 70% du total des familles d'agriculteurs. Ce pourcentage serait même dépassé dans beaucoup de pays. Ces chiffres établis par la FAO en 1980 lors d'une étude portant sur 90 pays prévoit aussi qu'en l'an 2 000, 50 millions de

ménages s'ajouteront sur des espaces cultivables qui n'augmenteront pas dans la même proportion.

Les familles paysannes se trouvent rarement en état d'auto-suffisance. Souvent, elles doivent vendre une partie de la production pour satisfaire leurs besoins fondamentaux mais surtout pour payer leurs impôts, droits de fermage, etc. En raison de l'urgence en général marquée de vendre immédiatement après les récoltes quand les prix sont très bas, les paysans reçoivent de faibles sommes. Ceux-ci doivent souvent vendre à prix dérisoire avant même que les récoltes aient été faites. Ils en retirent alors un pécule fort inférieur à ce qu'ils auraient pu obtenir sur le marché. Par-dessus tout, la pauvreté des paysans est caractérisée par le fait que ceux-ci ne peuvent produire assez pour satisfaire leurs besoins minimaux faute d'accès à la terre.

D'autre part, les marchés sont limités par le monopole qu'exercent les quelques groupes dominants, les prix des transports sont élevés, les structures de stockage inadéquates. De plus, les marchés sur lesquels les paysans vendent leur force de travail utilisent la condition même dans laquelle ceux-ci se trouvent pour les exploiter (absence d'organisation syndicale<sup>3</sup>, analphabétisme, ignorance de leurs droits, besoin urgent de vendre leur force de travail à certaines périodes de l'année).

Les raisons qui expliquent cet état de fait se résument à

---

<sup>3</sup> À ce propos, nous pouvons lire la citation suivante qui en dit beaucoup sur la condition paysanne. 'Je gagne 300 cruzeiros par semaine! Je travaille toute la semaine pour acheter une sardine! Où prendrais-je l'argent pour payer le syndicat?' (Linhart, 1980:32).

peu près de la façon suivante. Les terres qui pourraient rendre aux paysans leur auto-suffisance alimentaire sont concentrées dans les mains des grands propriétaires terriens. Les pauvres sont engagés dans la production de cultures d'exportation. De nombreux pays du tiers monde, sous les forces de la colonisation et selon la volonté de leurs dirigeants aussi, il faut bien le dire, se sont vu engagés dans la production de matières premières. Ainsi, certains pays qui exportaient autrefois des denrées après avoir comblé les besoins de leurs populations, en importent aujourd'hui en grande quantité. Cela a pour conséquence que les revenus de production ne vont pas aux producteurs. Les paysans-producteurs ne possèdent à aucun stade la maîtrise des cultures commerciales qu'ils pratiquent. Si on la compare à celle des cours mondiaux, leur rémunération, relative au prix national des produits, est très faible et a pour conséquence d'empêcher que se forme une épargne agricole et par le fait même une modernisation des exploitations. De leur côté, les pays producteurs sont impuissants quant à la fixation des cours mondiaux des produits qu'ils exportent. En attendant qu'aboutissent les négociations internationales relatives aux politiques de rémunération plus justes des producteurs des pays en voie de développement, ceux-ci continuent de dépendre des sociétés consommatrices de leurs produits. Cette dépendance se manifeste de deux façons: directement: des compagnies étrangères possèdent les plantations; indirectement: seulement quelques sociétés étrangères détiennent le monopole du marché. Nous pouvons montrer, en utilisant la culture de la banane à titre d'exemple et

tel que décrit par Sophie Bessis (1985), l'échec de la tentative d'opposition au diktat occidental de la part des pays producteurs.

Le principal fruit frais négocié sur le marché mondial est la banane. De sa production (37 millions de tonnes), 80 pour cent sont consommés par les pays producteurs. Des 2 milliards de dollars que rapportent les 7 millions de tonnes mises sur le marché, 12 pour cent seulement sont destinés aux producteurs. Le reste est dirigé vers les sociétés commerciales et les intermédiaires.

Les productions bananières commerciales sont concentrées dans les sociétés tropicales mais ce sont les Etats-Unis surtout qui dominent le marché des importations et en partie celui des exportations.

'Trois grandes compagnies américaines: United Brands, Standard Fruit et Del Monte contrôlent 70% du marché mondial (90% du marché des Etats-Unis, 77% de celui de l'Europe de l'Ouest et 50% celui du Japon' (Bessis, 1985:73).

Les profits de l'exportation des pays producteurs n'ont pratiquement pas augmenté depuis en valeur courante. Il semble même qu'en valeur réelle ils aient diminué en raison des coûts des intrants et du transport. Ainsi, si les prix à la consommation ont augmenté, c'est en raison surtout des facteurs de distribution plutôt que des facteurs de production. En 1974, les pays liés par l'accord de Panama ont doublé leurs prix de vente aux compagnies. La réponse de ces dernières a été de diminuer leurs achats. Les pays exportateurs ont alors créé l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) afin de vendre leurs produits à profit. Ils se sont

malheureusement heurtés aux grandes compagnies habituées à la commercialisation de denrées périssables sur de grandes distances. Encore une fois, les rapports de force ont confirmé l'état des relations inégalitaires. Pour ces pays dont le seul secteur productif est celui de l'agriculture, les possibilités d'investir dans l'industrie sont réduites. La plupart des pays n'ont pas réussi à développer une industrie autre que celle des matières premières orientées vers l'exportation. De leur côté, les pays industriels exercent une pression en empêchant, par des mesures protectionnistes, les pays en voie de développement d'exporter des produits manufacturés. Ainsi est créée la dépendance des pays en voie de développement auprès des sociétés industrialisées pour les biens d'équipement nécessaires au développement agricole. Ainsi sont retenus les pays en voie de développement entre les mâchoires de l'étau de la production des matières premières destinées à l'exportation.

'Aux difficultés d'un grand nombre de familles paysannes pour accéder à la terre et au fonctionnement défavorable pour elles des marchés de produits et de travail, il faut ajouter un dernier fait qui aggrave la pauvreté en milieu rural. Celui de l'insuffisance des transferts des ressources publiques et privées pour répondre aux besoins économiques et sociaux des paysans. Dans la plupart des pays du tiers monde, comme Michael Lipton l'a très bien souligné, existe un préjugé pro-urbain (an urban bias) qui fait obstacle aux transferts publics ou privés en faveur des paysans' (Chonchol, 1986:22).

Nous avons vu ici l'étroitesse du rapport qui existe entre faim et pauvreté. En fait, si la plupart des gens qui produisent paraissent privilégiés, rares sont ceux qui peuvent s'auto-suffire

toute l'année durant. Par ailleurs, les paysans qui ne possèdent pas de terre (paysans sans terre) dépendent uniquement de leur revenu pour assurer leur consommation. C'est pourquoi la plupart d'entre eux se retrouvent dans une situation fort précaire.

#### D. LA RÉVOLUTION VERTE

La Révolution Verte a vu le jour au Mexique en 1943. Un Américain (Borlaug) a reçu le prix Nobel de la Paix après avoir créé une variété de blé susceptible de donner de hauts rendements dans les conditions climatiques propres aux pays du tiers monde. La variété de riz fut mise au point par l'Institut de Recherche des Philippines. Dès que les variétés à haut rendement (VHR) furent introduites sur les exploitations, les rendements furent spectaculaires; augmentant parfois de 100%.

En 1965-66, la production des pays sous-développés non communistes avait stagné en raison des mauvaises récoltes de l'Inde.

'En 1967, la production alimentaire fit un bond de près de 5% dont on attribua une large partie à l'utilisation des semences nouvelles. Certes, il est possible que cet élément soit intervenu, mais il est difficile d'en mesurer l'impact réel. Car généralement après une série de mauvaises récoltes on constate une progression rapide de la production, la terre ayant pu récupérer une partie de ses éléments nutritifs; cela combiné avec une stabilité ou, plus probablement, une augmentation des superficies cultivées, conduit à son tour à une forte hausse de la production' (Bairoch, 1983:189).

Il semble que si la diffusion de l'utilisation de nouvelles

variétés ne soient pas toujours facile (analphabétisme, habitudes culinaires des populations, conditions écologiques nécessitant une extension de l'irrigation), en 1980 les deux tiers des surfaces cultivées des pays du tiers monde à économie de marché l'étaient avec de nouvelles variétés de blé. Pour le riz, la proportion est de moitié mais la diffusion des nouvelles variétés avait commencé une dizaine d'années plus tard.

Il faut dire cependant que l'agriculture ne peut être révolutionnée par la seule introduction de nouvelles variétés de plantes cultivées. Celles-ci nécessitent aussi que les techniques de culture soient modifiées (date de semailles changée, techniques de travail du sol modernisées, ajouts de quantités importantes d'engrais, maîtrise de l'eau, pesticides). Cela requiert une connaissance technique et des investissements que, la plupart du temps, seuls les paysans riches peuvent se permettre.

'Il y a, d'une part, des propriétaires fonciers grands et moyens, qui sont de plus en plus autochtones (plus ou moins directement associés aux grandes firmes internationales) et qui deviennent de plus en plus des capitalistes, et d'autre part, une masse constituée par de petits paysans qui sont de plus en plus obligés de vendre leur terre, ou de l'abandonner aux usuriers et surtout par des paysans sans terre qui cherchent, vainement le plus souvent, à vendre leur force de travail, celle de leur femme et de leurs enfants. C'est un sous-prolétariat' (Lacoste, 1985: 143-144).

Si la Révolution Verte a fait augmenter les niveaux de production, c'est au profit des cultures d'exportation, surtout par l'accroissement des surplus commercialisables, que cela s'est produit. Il semble aussi que bien des variétés locales qui étaient

appropriées à l'alimentation de la population soient en voie de disparition. Si elle avait offert à tous un accès à la technologie qu'elle nécessitait pour être efficace, la Révolution Verte aurait peut-être pu participer à la diminution de la faim dans les pays du tiers monde. On constate qu'elle a plutôt eu pour effet d'accentuer les clivages entre paysans riches et paysans pauvres.

#### E. LE POIDS DE LA DETTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

'La crise chez nous, c'est encore l'angoisse de perdre le superflu. La crise chez eux, c'est dépasser l'angoisse d'avoir perdu l'essentiel' (Arnaud, 1984:113).

Aujourd'hui, la dette des pays du tiers monde a dépassé le cap des 1,000 milliards de dollars (1,300,000,000,000\$ !!!). Le service de la dette, à lui seul, tourne autour des 200 milliards de dollars.

Les mécanismes qui ont conduit à un tel état de chose s'expliquent à peu de choses près de la façon suivante.

D'abord, l'économie des pays situés à la périphérie, on l'a vu plus tôt, fonctionne selon un régime d'accumulation que l'on appelle excluant parce que la majorité de la population est exclue des retombées de la croissance. Les efforts de développement de ces pays sont soutenus par la vente de matières premières qui permet de se procurer des produits industriels. Le problème de telles économies réside dans le fait de l'échange inégal: il

faudrait vendre de plus en plus pour pouvoir acheter la même quantité aux pays industriels. Reste donc la solution de l'emprunt.

'La monnaie qui devient capital permet de <<gager>> le remboursement sur la production future, donc sur le profit futur en donnant naissance à l'accumulation. Ce qui suppose de trouver un marché pour écouler la production. Comme le marché intérieur est très réduit, il est nécessaire, vital, de vendre sur le marché mondial capitaliste. Ainsi, leur développement sera dépendant des économies du centre' (Maheu, 1985:17).

L'économie de ces pays se tourne obligatoirement vers le domaine où elle peut être rentable, c'est-à-dire vers la production de matières premières. Comme la production intensive nécessite la mise en place d'infrastructures efficaces, les pays recourent à l'emprunt. Ainsi, les biens d'équipement pourront être importés et les routes, téléphones, ponts, etc. utiles pour augmenter la productivité seront construits sur la base d'un endettement constant.

L'endettement a aussi une cause externe. À partir de 1974, la rente pétrolière et la récession ont produit un afflux de liquidités. Le choc pétrolier a fait empocher des sommes faramineuses aux pays membres de l'OPEP. Les grandes banques privées ont alors senti la nécessité de remettre ces fonds dans le circuit financier.

'C'est ce qu'on a appelé le <<recyclage>> des pétrodollars' (Maheu, 1985:18).

Les pays du tiers monde, en particulier ceux pour lesquels la perspective de s'industrialiser paraissait un moyen de se

sortir de la déche, furent reçus par les banques, tambour battant et à grand renfort de créances.

Si la première récession avait donné lieu à une économie de grandes liquidités, le résultat de celle de 1980 fut plutôt une pénurie. Le dollar a alors connu une hausse importante qui a forcé les grandes banques à orienter leurs prêts vers les Etats-Unis. Les emprunts des pays du tiers monde, faits à 90 pour cent en dollars, ont fait monter les intérêts en flèche. La dette était devenue impossible à rembourser. Les pays ont dû demander l'aide du FMI.

Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution, qui 'aide' les pays qui ont de la difficulté à rembourser leur dette. Les prêts, quoique à des taux inférieurs à ceux proposés par les grandes banques privées, sont consentis à condition que soient respectées certaines 'mesures d'assainissement'.

'Il demande aux pays en question de <<rééquilibrer les finances publiques, de modifier le taux de change et de contracter la demande interne>>' (Maheu, 1985:20).

Cela suppose que les pays sont forcés d'exporter davantage pour faire entrer des devises qui serviront à payer la dette. Cela paralyse en général l'économie des pays en bloquant les travaux d'infrastructure et défavorise les plus démunis. Ces politiques supposent aussi le blocage des salaires. Cela a encore une fois pour effet de punir les plus démunis dont le pouvoir d'achat restreint nécessitera de réduire la part de leur budget réservée à l'alimentation.

'La recherche d'une balance commerciale excédentaire

en produits agricoles a conduit à privilégier les marchés extérieurs plutôt que le marché intérieur. La réorientation se fait d'abord en réduisant la consommation de produits agricoles, ce qui pour la majorité de la population devient dramatique, ensuite en stimulant l'accroissement de la production agricole. Cet accroissement accentue la migration, et les populations paysannes déplacées, souvent par le développement de la faim dans les campagnes et dans l'espoir d'une amélioration de leur situation dans les villes, rencontrent misère et faim accrue, sans recours. Cet accroissement est spécifique. Il privilégie les cultures qui pourront être exportées, au détriment de produits qui auraient été consommés par le marché interne et qui seront de plus en plus difficilement importés' (Salama, 1984:110).

#### F. LA PRÉSENCE DES GRANDS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU TIERS MONDE

Nous avons jusqu'ici parlé surtout de la condition des pauvres. Il serait bon de dire quelques mots sur les riches et les conséquences de la présence de leurs entreprises dans les sociétés du tiers monde. Bien sûr, nous ne pourrions encore une fois faire état de la question en long et en large puisque pour la seule question qui nous intéresse dans cette partie, il faudrait plus d'espace qu'il y en a de disponible pour la description globale du problème de la faim. Nous ne nous attaquerons donc qu'aux grandes lignes de 'l'affaire'.

TABLEAU 3.2

LES DIX PREMIERS GROUPES AGRO-INDUSTRIELS  
MONDIAUX (D'APRES LES CHIFFRES D'AFFAIRES DE 1985)

1. Cargill	États-Unis	travail du grain
2. Nestlé	Suisse	diversifié
3. P. Morris	États-Unis	tabac
4. Unilever	Pays-Bas	corps gras
5. RJR Nabisco	États-Unis	diversifié
6. Beatrice Cos.	États-Unis	diversifié
7. Pepsico	États-Unis	boissons non alc.
8. Dart & Kraft	États-Unis	produits laitiers
9. Coca-Cola	États-Unis	boissons non alc.
10. Anheuser Bush	États-Unis	brasserie

Source: Delpeuch, 1987:47.

Comme ce sont les firmes américaines qui sont les plus nombreuses et les plus puissantes dans les pays du tiers monde, c'est d'elles surtout dont nous parlerons. On constate que huit des dix géants de l'agro-alimentaire sont américains. Cargill, bonne première mondiale avait à elle seule en 1985 un chiffre d'affaires égal au produit intérieur brut de la Grèce ou du Pakistan. Ensemble, ces firmes réalisent 54 pour cent du chiffre d'affaires mondial total pour l'ensemble des produits (grains, viandes, fruits, légumes, confiserie, chocolat, brasserie). Les autres 46 pour cent sont constitués par la présence de firmes britanniques, japonaises, françaises, canadiennes, des Pays-Bas, suisses, australiennes et d'ailleurs encore.

TABLEAU 3.3

## FIRMES MONDIALES DANS L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Nationalité des sociétés mères	(%)
Etats	38
Grande-Bretagne	25
Japon	11
France	8
Canada	7
Pays-Bas	3
Suisse	2
Australie	2
Autres	4

Source: Delpeuch, 1987:46 (d'après Agrodata)

Les firmes britanniques et japonaises donnent aussi à leur pays d'origine une place importante pour la place qu'occupent les sociétés mères. Cependant, elles sont de petite taille comparativement aux géants américains et suisses.

La monoculture existe depuis le temps des colonies on le sait. A l'époque, la colonie produisait ce que la métropole voulait qu'elle produise, bref la production fonctionnait d'une façon plutôt simple. Aujourd'hui et depuis les années '70 surtout, la production alimentaire a pris l'allure d'un système lourd, complexe et excluant.

'Un << système alimentaire >>, notion plus utile, com-

prend l'amont de la production, (inputs, recherche, crédit), la production agricole proprement dite, qui a lieu dans des conditions sociales d'une immense variété, l'aval de la production (stockage, conditionnement, distribution, etc.), et se termine avec le consommateur final. Il comporte, surtout dans les pays développés, à la fois des éléments industriels et des services' (George, 1981:21).

En ce qui concerne la production agricole, il faut dire que les Américains ont commencé par l'augmenter chez eux d'abord. On sait que les petits producteurs sont en voie de disparition.

'Depuis les années 1930, plus de quatre millions de fermes familiales ont disparu (le chiffre est passé de 6,8 millions à 2,3 millions actuellement (1980) et cette tendance ne fait que s'accroître. En 1973, le nombre de fermes décroissait de près de 26,000; en 1974 (à cause des prix agricoles élevés) la baisse n'était que de 13,400 unités, mais en 1975, ce chiffre remontait à 22,000 et en 1978, les unités continuaient à disparaître au rythme de 700 par semaine. La concentration des terres s'accroît aussi et la taille moyenne d'une exploitation croît régulièrement chaque année d'environ deux acres pour atteindre maintenant 400 acres. Deux pour cent seulement de tous les cultivateurs sont maintenant responsables d'un tiers de la production agricole américaine totale; vingt pour cent produisent les quatre-cinquièmes de toute la récolte' (George, 1981:27).

Depuis les années '70 environ, de nombreuses usines de transformation alimentaire ont fait leur apparition à l'étranger. Il est très difficile d'avoir accès aux informations relatives aux activités réelles des multinationales à l'étranger. La seule compagnie canadienne à fournir quelques bribes d'information à ce sujet est Erascan. Le *Rapport annuel* de 1988 nous apprend que les revenus de Brascan Brésil furent de 22.1\$ millions en 1987. On apprend aussi que plusieurs hectares de terre seront ajoutés pour

la production de café et que la compagnie étudie à l'heure actuelle la possibilité de développer la production du citron. Voilà, c'est tout; rien sur les terres à acquérir, leur emplacement ou leurs propriétaires, aucune information sur les négociations en vue des achats. RIEN!

Selon Susan George, Del Monte et Dole ne possédaient officiellement en 1981 que 107 hectares aux Philippines. Par la voie d'une association nébuleuse avec une compagnie locale, elles en possédaient en réalité respectivement 18 000 et 9 000 hectares.

Souvent les multinationales s'établissent dans les régions du tiers monde avec le consentement et l'aide des gouvernements locaux. Parfois, les corporations se font offrir des zones cultivables entières pour qu'en retour elles 'développent' le pays.

'Une firme peut éviter de payer 50 p. cent de ses taxes - et obtenir bien d'autres avantages- si elles consent à investir la ristourne qui lui a été faite dans d'autres zones. Si vous êtes Nestlé, vous construisez une nouvelle usine laitière à Bélem pour presque rien' (George, 1978:200).

Les firmes, de toute évidence, ne vont pas construire leurs installations sur des terres vierges ou inoccupées. Elles expulsent plutôt les petits paysans qui les occupent et en tirent misérablement leur ration alimentaire quotidienne.

'One evening, a gang hired by the plantation owners came brandishing shotguns. They ripped the trees planted by the 'Lorca' family and made it quite clear that they also wanted their land, the last small holding left in the area' (Bennett, 1987:136).

Parfois aussi, les grands propriétaires louent des parcelles de terre aux paysans pour mieux les reprendre.

'Et louer au prix fort, précise Raimunda. On doit verser au propriétaire de 30 à 50% des produits de sa terre. Et lorsqu'on a défriché un secteur, que le propriétaire peut le transformer en pâturage pour ses troupeaux, il faut aller défricher ailleurs. Vous voyez à quoi nous servons nous les petits' (Rudel, 1989:28-29).

En plus de ces conséquences sur les paysanneries locales, les complexes agro-alimentaires participent à la sous-alimentation par la voie des modifications des habitudes alimentaires qu'elles occasionnent. Coca-Cola par exemple possède soixante-dix usines d'embouteillage au Brésil. Quoiqu'une très faible partie de la population puisse se permettre d'acheter ce genre de boisson, la compagnie avec sa publicitié (Coke is it!) a conquis 50 pour cent du marché des boissons non alcoolisées disponible.

'But bottled soft drinks are sometimes less nutritious than traditional drinks. Fanta Orange, for example, in spite of its name contains only about 10 percent orange juice, and that percentage was only achieved after recent legislation. Yet Brazil is the world largest exporter of orange juice. Most is sold to the USA who put it on the shelves under the name of Snow-Crop and Minute Maid. Brazilian consumption of oranges remains relatively low; health statistics show that many poorer families suffer vitamin-C deficiency.' (Bennett, 1987:153).

Cela ne constitue qu'un exemple. Il pourrait cependant être multiplié par le nombre de denrées que la plupart des pays où se trouvent des multinationales. A preuve, le Brésil ou l'Egypte et bien d'autres pays encore qui étaient dans les années soixante de grands exportateurs de l'excédent des denrées alimentaires qu'ils produisaient importent aujourd'hui des aliments de base tels que le riz. Au Brésil, selon les chiffres publiés par la Banque mondiale,

les importations de céréales ont atteint 5,4 millions de tonnes.

## 6. L'AIDE ALIMENTAIRE

L'histoire de l'humanité, nous l'avons vu, est ponctuée de disettes. Au dix-neuvième siècle, l'Europe de l'ère industrielle, par l'augmentation de la productivité et des rendements ainsi que par la modernisation des campagnes, a fait disparaître la pénurie alimentaire. Si les sociétés industrialisées sont devenues les 'greniers' du monde, il n'en n'est pas de même comme nous l'avons vu, dans les sociétés du tiers monde. L'explosion du colonialisme est venue bouleverser les structures économiques et politiques des pays coloniaux. En fait, la plupart d'entre eux sont passés, pour employer les termes de Sophie Bessis, d'un état de déficit épisodique ou accidentel à un état de déficit chronique. Il est donc peu possible de croire que les famines ne sont que des phénomènes à caractère strictement naturel, c'est-à-dire d'ordre climatique. L'aide alimentaire ne peut parvenir que des pays qui possèdent un excédent de denrées (encore faut-il qu'elles soient stratégiques - - céréales, protéines animales et végétales). Or, les pays dont les greniers présentent une surabondance sont, si l'on se fie à la liste des principaux donateurs d'aide alimentaire en céréales pour l'année 1984-85:

TABLEAU 3.4

## PRINCIPAUX DONATEURS D'AIDE ALIMENTAIRE EN CEREALES, 1984-1985

	Million de tonnes	%
états-Unis	7,0	59
CEE	2,7	23
Canada	0,9	8
Australie	0,6	5
Japon	0,4	3
Autres	0,2	

Source: L'état du monde 1986, p. 563.

La FAO estime que seulement 7 pour cent de l'aide alimentaire sert à des cas d'urgence, que 11 pour cent vont aux écoles et aux hôpitaux ou à des miséreux tandis que plus de 80 pour cent du total est vendu ou échangé contre du travail. On remarque que les États-Unis ont fourni à eux seuls 59 pour cent du total de l'aide.

C'est, il faut le noter, depuis 1954 que les États-Unis ont formulé des programmes d'aide alimentaire dont les objectifs semblent être atteints. En 1954, le Congrès américain promulguait la loi publique PL 480 appelée 'Food for Peace' (des vivres pour la paix).

'Le Congrès déclare que la politique des États-Unis est d'augmenter le commerce international, de développer et d'augmenter les marchés d'exportation pour les produits agricoles américains, d'utiliser la productivité agricole abondante des États-Unis pour combattre la faim et la malnutrition et d'encourager le développement économique dans les pays en développement' (George, 1981:227).

Si le texte contient des objectifs humanitaires, on peut dire que la primauté est tout de même donnée à l'expansion du marché. Les États-Unis prévoyaient augmenter la consommation de leurs produits agricoles dans les pays étrangers. Les années de recul ont d'ailleurs permis de constater que la loi leur a servi à écouler des surplus alimentaires qui, autrement, auraient été invendables. On voit que s'aider en aidant les autres est le propre des politiques d'aide alimentaire et que ce principe est peut-être même à leur origine.

En 1984, année du trentième anniversaire de la loi, Ronald Reagan déclarait:

'Le programme des <<Vivres pour la paix>> a atteint des objectifs multiples: lutte contre la faim et la malnutrition à l'étranger, expansion des débouchés d'exportation des produits agricoles américains, stimulation du progrès économique dans les pays en développement et promotion de la politique étrangère des États. En fait, nous avons utilisé cette aide pour encourager le développement économique dans le monde. C'est une des principales raisons pour lesquelles, au fil des ans, bon nombre de nations qui ont reçu notre aide sont finalement devenues de grands partenaires commerciaux. Huit de nos dix grands marchés agricoles sont d'anciens récipiendaires du programme des <<Vivres pour la paix>>. En d'autres termes, le programme a non seulement profité à l'agriculteur américain et à l'économie de notre pays, mais il a aussi eu une incidence très favorable sur les relations internationales' (Bessis, 1985:182).

Les conséquences de l'aide alimentaire ne sont peut-être pas aussi bienfaitantes pour les pays receveurs que ce que les donateurs laissent entendre. Lorsqu'elle est offerte, l'aide alimentaire semble répondre à deux préoccupations. D'une part, ses fins

sont politiques, d'autre part elles sont commerciales. Des pays du Sud-Est asiatique et du Proche-Orient ont pendant longtemps constitué les principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire. L'Afrique, dont la place devient de plus en plus importante sur l'échiquier politique international a connu une augmentation de l'aide américaine. Le Nigéria est, avec le Zaïre, l'un des principaux bénéficiaires. Il s'agit pour les États-Unis de s'adjoindre des partenaires dont ils dépendent pour leur approvisionnement de pétrole et de pénétrer les pays les plus peuplés de l'Afrique et qui constituent des marchés potentiels importants. On voit que les préoccupations peuvent être à la fois commerciales et politiques.

L'aspect politique de l'aide s'illustre aussi par les restrictions relatives à son obtention.

'Pendant longtemps, aucun pays faisant commerce avec Cuba ou le Nord-Vietnam ne pouvait prétendre à une aide alimentaire américaine: au Chili, les livraisons de céréales suspendues pendant les années du gouvernement Allende reprurent presque immédiatement après le coup d'Etat militaire de 1973. Les États-Unis fournissent donc une aide aux pays amis ou susceptibles de le devenir' (Bessis, 1985:186).

On voit donc que ce sont les intérêts économiques et commerciaux qui déterminent les flux de l'aide américaine en plus de la nature de produits envoyés. Les politiques américaines d'aide alimentaire prévoient que celle-ci doit ouvrir de nouveaux marchés aux produits agricoles et être remplacée ensuite dans les pays 'privilegiés' par des exportations commerciales.

L'augmentation des exportations est aussi le produit de la modification des habitudes alimentaires, conséquence de l'intro-

duction de denrées d'origine occidentale. Les exportations de blé et de farine à titre d'aide alimentaire habituent les populations à se nourrir de blé. Aujourd'hui, la plupart des populations urbaines du monde connaissent le blé. On sait par ailleurs qu'elles ont toujours été les premiers bénéficiaires de l'aide alimentaire. Lorsque les nouvelles habitudes alimentaires sont acquises, les pays développés doivent introduire les techniques: engrais, pesticides, machines agricoles nécessaires à la nouvelle culture. Ainsi, les pays en voie de développement adoptent, pour le domaine de l'agriculture, les modèles de production et de consommation des pays donateurs. Il semble d'ailleurs que l'aide alimentaire décourage les paysans de produire. En les incitant à ne plus produire, elle les condamne au repli sur soi et à l'exode rural. Phénomène intéressant:

'Les systèmes de transport et de stockage modernes sont conçus pour distribuer des céréales importées et non pas pour drainer les récoltes vers les lieux de consommation' (Pradelle, 1986:563).

Une autre conséquence de l'aide alimentaire est de voler, lorsqu'elle est distribuée gratuitement ou vendue à des prix plus bas que ceux des marchés locaux, la possibilité aux producteurs des pays cessionnaires de vendre leurs céréales et donc de les priver d'une de leurs rares sources de revenus.

La recherche agronomique semble avoir pour conséquence le renforcement de la position des États-Unis sur le plan mondial en plus d'augmenter leur influence politique et leur poids économique auprès des pays 'aidés'.

Parallèlement à la création de la PL 480, un fonds de contrepartie visant à promouvoir les produits américains a été créé. Des associations de producteurs contribuent à ce fonds. En retour, les recherches sont orientées de façon à accroître les marchés extérieurs: les pays pauvres surtout.

'Une étude récente de la National Research Council indique que les exportations américaines vers les pays en développement se sont accrues de 400% entre 1967 et 1976, alors que l'augmentation, pour ce qui concerne des pays à revenu élevé était de 240% pendant la même période' (George, 1981:231).

La recherche américaine par exemple a permis de mettre au point une variété de soja bien adaptée au goût des Japonais. En 1981, le Japon importait 6 millions de boisseaux de cette variété cultivée aux États-Unis. Fait remarquable dans un monde terni par la faim et la souffrance, la recherche sur l'utilisation industrielle des céréales a conduit à la découverte de la possibilité de fabriquer des amino-sucres à partir de céréales qui ont de nombreuses applications dans les industries.

L'utilisation des fonds de contrepartie permet aussi de financer des programmes d'échanges de scientifiques américains et étrangers orientés vers la solution de problèmes rencontrés... aux États-Unis. Par exemple, ces programmes de coopération ont financé en 1975 un vaste mouvement de traduction scientifique (1 million de pages) qui a donné aux scientifiques américains accès à des publications (Chinois et Russe) qui leur étaient auparavant incompréhensibles.

Ainsi, dans le domaine de l'agronomie, la recherche s'est

concentrée pendant des années sur les spéculations commerciales. La focalisation sur ce secteur de l'activité agricole a contribué à privilégier certains types d'activités par rapport à d'autres. Les conséquences d'une telle orientation ont été d'empêcher l'intégration agriculture moderne - agriculture traditionnelle autant sur le plan des méthodes culturales que sur celui des productions encouragées. Par ailleurs, les structures économiques des pays dépendants héritées de l'époque coloniale ne font que contribuer à perpétuer le modèle de production des matières agricoles. Les pays en voie de développement eux-mêmes consacrent une proportion minime de leur PNB à des fins de recherche (0,3 pour cent en moyenne contre 2 à 4 pour cent pour les pays industriels). Il semble en outre que la part de la recherche consacrée aux cultures vivrières soit minime et retarde la stabilisation nécessaire des cultures. D'autre part, les méthodes de culture mises au point par la recherche ne sont pas non plus facilement vulgarisables auprès des paysans et sont souvent peu respectueuses des méthodes culturales traditionnelles. La recherche favorise surtout les cultures de rente. C'est aux dépens des cultures vivrières que cela se fait. Sur le plan de l'organisation agricole, l'économie des pays en voie de développement tourne autour de trois marchés de distribution des produits agricoles: le marché urbain, le marché rural et le marché d'exportation. Le dernier domine dans l'ensemble des pays en voie de développement dont les économies en sont par le fait même extraverties. Axées essentiellement sur l'exportation, elles sont à la fois complexes et imbriquées dans le cercle vi-

cieux de la dépendance organisée.

Nous avons donc donné ici un bref aperçu des conséquences de l'aide alimentaire. Nous savons qu'elle bloque le dynamisme des gouvernements receveurs et qu'elle met fin, par le fait même, aux tentatives de renforcement de l'agriculture locale. Elle entre en concurrence avec les producteurs locaux et habitue les populations à manger des aliments peu ou pas produits sur place, tout en renforçant la demande pour des produits importés.

'A Dakar, au Sénégal par exemple, le mil, le sorgho et le maïs locaux ne comptent plus que pour 10% de la ration alimentaire' (Delpeuch, 1987:99).

Finalement, l'aide alimentaire serait déterminée en fonction des excédents à écouler, ce qui permettrait de faire des économies substantielles de stockage. Par ailleurs, lorsqu'elle est distribuée gratuitement, elle contribue souvent à ouvrir de nouveaux marchés là où il était impossible de faire pénétrer des produits selon la logique du marché en vigueur. Parfois aussi, l'aide alimentaire n'est pas acheminée jusqu'aux zones sinistrées en raison de règlement de compte. C'est alors qu'elle prend la forme d'une arme véritable et qu'elle peut disséminer des groupes entiers. Il suffit de penser au cas de l'Ethiopie.

## L'AIDE ALIMENTAIRE CANADIENNE OU LE RETOUR DU CHEVAL DE TROIE

Nous avons pu, au chapitre précédent, mesurer l'impact de la présence des États-Unis sur le marché de l'aide alimentaire. Nous avons vu qu'ils viennent en tête de la liste des pays donateurs et que cette aide n'est pas pour autant gratuite.

Le Canada occupe aujourd'hui lui-aussi une part importante de ce marché. On sait qu'il avait fourni 8 pour cent de l'aide totale en 1984-85, ce qui lui confère le rang de troisième donateur au titre des principaux donateurs mondiaux d'aide alimentaire. C'est pourquoi nous avons cru utile d'en faire ici une petite étude de cas. Celle-ci a pour but de dégager d'abord les grands traits de ce que les donateurs nomment l'aide au développement en général, d'en conceptualiser les fondements et les mécanismes qui la régissent ainsi que leur portée, pour ensuite passer en revue l'aide alimentaire canadienne en tant que telle.

### A. LES PREMIERS PAS DU CANADA DANS LE DOMAINE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Au Canada, c'est depuis 1950 surtout que le concept d'aide s'est développé. Il semble que ce soit le Plan de Colombo qui ait donné le coup d'envoi à cette nouvelle ambition. On se rappellera

que le Plan Colombo prévoyait le développement économique du Sud et de Sud-Est de l'Asie ainsi que la constitution d'un conseil pour la coopération technique. Le plan fut élaboré à Colombo entre 1950 et 1951 et signé à Londres par l'Australie, le Canada, le Ceylan, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et la Grande-Bretagne. D'autres pays, les États-Unis en particulier, ont donné leur appui à ce plan.

'En tant que l'une des dernières grandes manoeuvres organisées dans le cadre de la *pax britannica*, le Plan Colombo visait expressément, au lendemain de la révolution chinoise, à combattre toute nouvelle poussée du communisme en Asie. Cet épisode devait éventuellement conditionner pour de bon les modalités de la participation canadienne au régime international de l'aide. Les préoccupations d'ordre stratégique que contient la politique canadienne d'aide se vérifient notamment par le fait que, depuis ses débuts, l'assistance du Canada s'est toujours fortement distinguée de l'aide soviétique en termes de bénéficiaires. En 1985-86, une comparaison des ensembles des dix premiers récipiendaires de l'aide canadienne et de l'aide soviétique indique qu'ils ne se recoupaient que pour deux pays' (Thérien, 1989:320).

TABLEAU 4.1

ASSISTANCE CANADIENNE INTERNATIONALE  
PAR LE BIAIS DE DIFFÉRENTS CANAUX

	année (en millions de \$)		
	1951-60	1961-70	1971-80
multilatéral	60,8	350,4	2874,3
bilatéral	359,8	1359,2	4438,5
ONG		624,4	

Source: Clarke & Swift, 1982:155 et 158.

C'est donc par cette porte que le Canada est entré dans la

ronde de l'aide dite 'au développement'. Si l'Asie fut le premier récipiendaire de l'aide canadienne, aujourd'hui, l'Afrique en est le principal 'client'.

TABLEAU 4.2

DECAISSEMENTS PAR PROGRAMMES GÉOGRAPHIQUES  
(ANNÉE 1987-88)

	en millions de \$
Afrique anglophone <sup>4</sup>	209,67
Afrique francophone	179,4 <sup>5</sup>
Amériques	147,52
Asie <sup>5</sup>	333,71

Source, l'ACDI Rapport annuel, 1987-1988.

Selon Thérien (1989) et Houndjahoue (1981), l'élaboration de programmes d'aide aurait été influencée au Canada par la montée du nationalisme québécois et par ce que l'on pourrait appeler la recherche de la part du Québec d'un statut distinctif au début des années '60 et ses conséquences sur le fédéralisme canadien. Avant 1960, les programmes d'aide s'adressaient surtout à l'Afrique et à l'Asie anglophones. Après 1960 et plus particulièrement après 1968 avec la mission Chevrier, le gouvernement fédéral tenta de bloquer vigoureusement les tentatives du Québec de développer des relations internationales en découvrant soudainement l'importance de

---

<sup>4</sup> La République arabe du Yémen, la République démocratique du Yémen et le Moyen-Orient ont été intégrés à l'Afrique anglophone.

<sup>5</sup> L'Océanie et l'Europe ont été intégrées à la région de l'Asie.

la notion d'un Canada bilingue et en s'ouvrant par le fait même à la Francophonie. Le gouvernement canadien s'est engagé à partir de ce moment dans l'élaboration d'un programme d'aide canadien pour l'Afrique francophone. Ces faits permettent de mettre en relief le fait que l'aide canadienne est en soi un outil de promotion de la politique extérieure canadienne dont les développements se tissent en relation avec la trame sur laquelle se déroule le fil des événements internationaux.

'Le choix des finalités des programmes d'aide du Canada à l'Afrique francophone fut donc, en grande partie, déterminé par l'environnement interne canadien. Mais Ottawa a dû aussi tenir compte des régions africaines et de l'influence de ces pays dans leurs régions et sur la scène internationale. L'ensemble de ces données aurait aussi influencé le choix des <<décideurs>> et orienté leurs actions' (Houdjahoué, 1982:-270).

On peut ajouter que la coopération internationale mondiale se joue elle aussi dans un cadre d'intégration des espaces politiques du Nord et du Sud visant à conserver un certain ordre mondial et que le Canada participe lui aussi au maintien de sa place dans cet ordre en préservant ses propres intérêts mais en tenant compte des différentes pièces du "puzzle" mondial déjà en place.

'D'un point de vue historique, on peut même intuitivement présumer que, sans les incitations de l'environnement international, la politique canadienne d'aide n'aurait jamais pris forme' (Thérien, 1989:315).

Selon Thérien (1989), en 1987, les ressources canadiennes consacrées à l'aide internationale atteignaient \$2,7 milliards,

c'est-à-dire 2 pour cent des dépenses fédérales et 0.5 pour cent du PNB. L'ACDI révèle qu'en 1987-1988, le volume de l'aide alimentaire attribuée par le Canada atteignait 436 millions de dollars dont 42 millions furent accordés à la famine en Afrique sous forme d'aide d'urgence.

#### B. L'AIDE ALIMENTAIRE CANADIENNE

En ce qui concerne l'aide alimentaire, depuis 1951, le Canada a acheminé plus de 22,5 millions de tonnes de denrées vers les pays en voie de développement. En 1987-88, les contributions canadiennes globales d'aide alimentaire ont atteint l'équivalent de 436,7 millions de dollars. (l'ACDI, Rapport annuel 1987-88).

'Le panier d'aide alimentaire se compose principalement de blé et de farine, les produits autres que les céréales — huile de canola, lait écrémé en poudre, poisson séché — représentant environ 30 p. cent du total' (l'ACDI, décembre 1988:3).

TABLEAU 4.3

#### AIDE ALIMENTAIRE CANADIENNE EN CEREALES, 1971-1983

Région	Part en pourcentage		
	1971-72	1976-77	1982-83
Afrique	8,3	28,4	50,4
Afrique sub-saharienne	2,5	10,4	26,9
Asie	52,7	59,7	32,3
Amérique latine	3,9	7,7	13,7

Source: Charlton, 1988:222.

On remarque que l'Afrique a connu une croissance marquée de l'aide qu'elle reçoit au plan alimentaire. Cela est dû, on le sait, à la crise que traverse le continent entier (dette extérieure très lourde, crise environnementale liée au déboisement et à la désertification, crise économique liée à la chute des prix des matières premières et à la détérioration des termes de l'échange, etc.). Par ailleurs, certains pays ont assisté à l'éclatement de la famine. On se rappellera la famine meurtrière qu'a connue l'Ethiopie sans oublier de mentionner celle du Soudan ou encore celle qui semble se tramer encore une fois en Ethiopie.

'Les secours d'urgence absorbent de 25 à 30 p. cent du budget d'aide alimentaire du Canada. Cette aide demeurera toujours une importante ressource pour sauver des vies au cours de situations d'urgence, d'opérations de secours et de reconstruction, mais le Canada affecte le gros de ses ressources à des besoins de développement à long terme, dans le but d'éliminer les problèmes économiques profonds qui se manifestent par le chômage, la pauvreté, la maladie et la faim'. (l'ACDI, avril 1989:4).

L'aide est livrée en vertu de trois voies officielles.

Elle peut être livrée par des organisations multilatérales, en particulier par la voie du Programme alimentaire mondial (PAM) qui administre la réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU). Le Canada arrive deuxième au rang des contribuables au PAM avec 151,6 millions de dollars en 1987-88 (l'ACDI, Rapport annuel 1987-88), ce qui constitue un indicateur du pouvoir du Canada au sein des organismes financés par un certain nombre de pays. D'ailleurs le Canada contribue de plus en plus à ces institutions.

La part est passée de 13,5 pour cent de l'aide canadienne totale en 1970-71 à 23,4 pour cent en 1986-87.

'First of all, Canada is the only nation in the world with a membership in every international development bank, and has enhanced its image as a generous donor simply through its conscientious clubmanship. Its participation in these institutions helps to develop an awareness of Canada even in Third World countries where CIDA has mounted no bilateral projects' (Carty, Smith, 1981:146).

TABLEAU 4.4

LE CANADA ET LES BANQUES  
MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT

	Part du Canada en %	Rang
Groupe de la Banque mondiale		
BIRD - augmentation du capital	3,32	6
IDA - reconstitution	5,00	7
SFI - augmentation du capital	3,80	6
Banque interaméricaine de développement		
- augmentation du capital social	4,39	6
- reconstitution du fonds spécial pour les opérations	5,50	4
Banque asiatique de développement		
- augmentation du capital social	6,30	7
- reconstitution du fonds asiatique de développement	8,32	4
Groupe de la Banque africaine de développement		
- augmentation du capital social	3,11	10
- reconstitution du fonds africain de développement	10,47	3
Banque de développement des Caraïbes		
- capital social	12,90	3
- reconstitution du fonds spécial unifié de développement	24,40	1
Fonds international de développement agricole		
- reconstitution du FIDA	3,20	10

Source: l'ACDI, Rapport annuel 1987-88:68.

En 1987-88, le Canada a contribué 263,9 millions de dollars dans les programmes d'aide multilatérale.

L'aide alimentaire bilatérale ou de gouvernement à gouvernement constituait 39 pour cent du budget total canadien en 1987-88.

L'aide est alors acheminée au gouvernement bénéficiaire qui la vendra ensuite, 'sous surveillance', sur les marchés locaux. Aux dires de l'Agence canadienne de développement international, lorsqu'elle est vendue sur les marchés locaux, l'aide alimentaire a pour effet de créer des profits et, par suite, des fonds favorisant les investissements dans la production alimentaire.

Il semble qu'au cours de ses premières années de fonctionnement, le programme canadien d'aide alimentaire était surtout bilatéral. L'aide consistait en des denrées livrées en vrac que le gouvernement local écoulait habituellement sous forme de 'programme' c'est-à-dire en vente libre ou selon un système de distribution opéré par voie de subventions des denrées. Certains auteurs (Charlton, Houdjahoué) sont d'accord pour dire que l'aide-programme sert de soutien à la balance des paiements ou de soutien budgétaire au gouvernement qui reçoit l'aide.

'Les <<pays-programmes>> sont, dans l'ensemble, ceux qui ont reçu les plus importants volumes d'aide au titre de la coopération bilatérale; mais ils ne sont pas nécessairement classés parmi les pays les plus pauvres d'Afrique' (Houdjahoué, 1982:275).

Dans les années soixante-dix, suite aux critiques adressées à l'aide bilatérale (détournements de fonds, baisse de la production locale, mauvaise gestion, surveillance inefficace des programmes, favoritisme à l'égard des régions urbaines, etc.), l'aide a pris forme d'aide alimentaire multilatérale surtout. Celle-ci est passée d'une proportion de 10 à 20 pour cent du budget total d'aide alimentaire avant 1975 à 60 pour cent en 1980-81. L'aide

alimentaire multilatérale prend surtout la forme de "projet" (pays-projet) visant à combler les demandes d'assistance. On rémunère alors le travail en vivres ou bien on ravitaille des groupes vulnérables.

'Les projets répondent davantage aux objectifs du Canada d'afficher une présence réelle et assez <<visible>> dans ces pays d'Afrique. Il permettraient aussi de mieux poursuivre l'objectif économique interne de la coopération, compte tenu de la politique d'aide liée' (Houdjaoué, '1982:276).

On constate cependant que malgré les critiques adressées à l'endroit des politiques d'aide bilatérale et le revirement de la décennie soixante-dix vers l'aide multilatérale du type projet, les années quatre-vingt ont vu le retour en force de l'aide bilatérale de type programme.

Le tableau 4.1 portant sur l'assistance canadienne internationale nous renseigne sur l'importance de la place qu'occupe aujourd'hui l'aide alimentaire bilatérale dans les programmes d'aide canadiens.

'Entre 1980-81 et 1984-85, le budget du programme canadien d'aide alimentaire a augmenté de 110%, principalement en raison de l'expansion de l'aide alimentaire bilatérale. Ainsi, durant cette période, l'aide alimentaire bilatérale s'est accrue de 193%, ce qui a entraîné la chute du niveau d'aide alimentaire multilatérale, qui ne représentera désormais plus que 32,4 % du programme en 1984-85, son niveau le plus bas depuis une décennie' (Charlton, 1988:23).

Ce revirement s'expliquerait d'une part par le climat économique qui règne dans les pays récipiendaires autant que chez les donateurs.

'La combinaison de la stagnation des exportations, de la baisse des prix des denrées, des coûts élevés de l'énergie importée et d'un lourd service de la dette a entraîné la baisse des réserves de devises étrangères disponibles pour payer les importations de nature commerciales' (Charlton, 1988:231).

D'autre part, les difficultés que connaissent présentement les pays industrialisés, le Canada y compris, les conduisent à obliger les pays récipiendaires à faire la preuve des avantages économiques de "l'aide", à inviter, voire forcer, les agences donatrices (l'ACDI) à compresser leur budget. Ce climat contribue à la réduction de l'aide "projet" et fait reluire les avantages de l'aide alimentaire "programme" ainsi que ses conséquences positives pour l'économie canadienne.

'En fait, en se substituant aux importations de nature commerciales, l'aide alimentaire allège le niveau des contraintes de la balance des paiements et libère des devises étrangères pour l'achat d'intrants comme les engrais, l'outillage agricole, les pièces de rechange qui favorisent le développement ou encore pour l'achat de biens de consommation pour les fermiers ruraux' (Charlton, 1988:230).

L'analyse ne peut négliger les mécanismes internes de l'aide bilatérale. Certains d'entre eux ont été mis à jour par Robert Carty en particulier. Ils illustrent bien le fonctionnement de ce type d'aide.

En 1969, le gouvernement tanzanien manifesta le désir de bâtir une boulangerie dans la capitale Dar es Salaam. Le coût fut de \$2,4 millions financés à moitié par le Canada. Il semble que le projet, parce qu'il était financé par la voie de l'aide bilatérale, a finalement coûté beaucoup plus cher que prévu.

D'abord, l'équipement a été acheté au Canada. Lors de bris, il a fallu faire venir un spécialiste du Canada et importer les pièces de rechange. Ensuite, l'architecture de la bâtisse a été conçue en fonction du climat ...albertain. Les plafonds trop bas ont nécessité l'aménagement d'un système de ventilation complexe et coûteux. Finalement, l'équipement mis en place requérait du blé dur, or la Tanzanie n'en produit pas. Il a donc fallu l'importer du Canada. Voilà un exemple, comme il en existe des centaines d'autres, d'un projet qui devait au départ servir aux besoins de la population locale mais qui finalement n'a eu pour conséquence que d'accroître la dépendance du pays par rapport au Canada.

L'histoire ne dit pas si Angus Butler Engineering Co. of Alberta a construit d'autres boulangeries en Afrique depuis. On ne sait pas non plus si la boulangerie fabrique encore du pain ...de blé. Quoiqu'il en soit, les erreurs qui ont été commises ont ouvert des brèches qu'il demeure difficile pour des économies précaires de colmater. De tels exemples de technologie "inappropriée", s'ils semblent cocasses, ont causé des torts parfois irréparables aux populations locales.

C'est dans les années soixante-dix que le Canada a commencé à mettre du poisson, du lait en poudre et des oeufs déshydratés dans son panier d'aide. On se rappelle qu'à l'époque, du lait en poudre avait été donné au Guatemala suite à un tremblement de terre. La consommation de lait avait provoqué de sérieux maux physiques à une grande partie de la population. Le système digestif des Guatémaltèques, semble-t-il, ne présentait pas les enzymes

nécessaires pour la digestion de la lactose contenue dans le lait de vache. L'aide alimentaire, dans ce cas dite d'urgence, ne respectait pas les habitudes alimentaires de la population locale: le Canada écoulait des surplus de denrées.

'Most food aid- often over 90 per cent of the total- consists of wheat and its related products. How much surplus wheat is stockpiled in Canada at any given time determines how much food aid Canada is likely to give. The degree of world hunger and starvation has little to do with it, despite the supposed purpose of feeding the poor. Because it's a mechanism of surplus disposal, food aid takes a backseat to commercial food export' (Carty, 1982:175).

L'aide liée, par son incitation à des investissements dans le domaine de la production, marque la préoccupation commerciale du gouvernement canadien pour l'orientation des projets de l'ACDI. Par exemple, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) créée en juin 1969 est, au Canada, l'institution la plus importante pour la promotion des exportations canadiennes. Ses activités se rapportent surtout aux financements, aux assurances et aux garanties. Son chiffre d'affaire dépassait les 3.5 milliards de dollars en 1987 et sa responsabilité financière atteignait les 55 milliards de dollars. Un des objectifs du mandat de la SEE se lit ainsi:

'Par ses services et ses activités, la SEE cherche à accroître les retombées économiques des exportations et à promouvoir les intérêts du Canada en contribuant à améliorer sa balance de paiements, en optimisant la teneur canadienne des exportations et en complétant les politiques commerciales du gouvernement. Elle est consciente que son mandat découle des objectifs nationaux qui sont de promouvoir et d'assurer au Canada son rang de nation commercante sur la scène internationale' (Houdjahoue, 1989,71).

Beaucoup ont dénoncé l'aide liée. Il semble que celle-ci représente environ 80 pour cent de l'aide canadienne totale. L'aide liée réduit les possibilités d'autonomie des pays du tiers monde et accentue, par le fait même, la responsabilité du Canada dans le processus de développement de ces derniers.

Des organismes comme la SEE financent l'ACDI ou les banques de développement international de concert avec d'autres organismes dont les banques canadiennes ou étrangères. Les projets financés doivent comporter un volet commercial et un volet d'aide au développement.

'A cet égard en effet, tout projet financé par la SEE doit avoir une teneur canadienne supérieure à 75%, c'est-à-dire que les différentes composantes entrant dans la réalisation du projet doivent être de fabrication et d'origine canadiennes dans une proportion au moins égale ou supérieure à 75% de la valeur du projet' (Houndjahoué, 1989:78).

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant d'apprendre que 65 pour cent de l'aide est dépensée au Canada même.

'La répartition de ce pourcentage est approximativement la suivante: 40% de l'aide canadienne correspond à des contrats d'aide liée; 10% représentent des achats faits au Canada même par des organisations multilatérales (Banque mondiale et banques régionales de développement); 10% du budget total sont accordés sous forme de subventions à des ONG, des institutions ou des entreprises canadiennes; enfin 5% correspondent à des dépenses' (Thérien, 1989:337).

Un tel état de faits force les pays en voie de développement à pratiquer une sorte de mimétisme économique qui les entraîne dans le cercle vicieux du "mal-développement" voire de la dépendance qui, par rebondissement, provoque l'infléchissement social que l'on connaît. On peut même voir dans les actions de la SEE une

sorte de camouflage juridique du développement de rapports économiques asymétriques avec les pays d'Afrique puisque c'est là surtout que semble se concentrer ses activités.

On a vu que la politique d'aide en général de même que les politiques d'aide alimentaire reposent en partie sur des déterminismes internes. Le contexte international n'est pas à négliger. Il a probablement été bien saisi par le courant néo-marxiste dans l'hypothèse voulant que la coopération internationale canadienne reflète la réalité d'un ordre mondial capitaliste à l'intérieur duquel les intérêts nationaux du capital s'expriment. Si l'impact des politiques d'aide canadienne paraît négligeable par rapport à celles des États, il n'en demeure pas moins que le Canada, comme ces derniers, écoule ses surplus dans les pays du tiers monde. L'étude de cas a révélé certains aspects politiques de l'aide alimentaire. Il est intéressant dans ce sens de constater que les principaux bénéficiaires de l'aide américaine ne sont pas les mêmes que ceux de l'aide canadienne.

'En 1985-86, les ensembles des cinq premiers bénéficiaires de chaque pays avaient une intersection vide. Les ensembles des dix premiers bénéficiaires de l'aide canadienne et américaine avaient une intersection limitée à un état (le Soudan). Enfin, l'ensemble des quinze principaux bénéficiaires de l'assistance de ces deux pays avaient une intersection comportant à peine cinq États (en plus du Soudan: l'Inde, l'Éthiopie, l'Indonésie, la Jamaïque... La politique canadienne se distingue aussi de la politique américaine par son engagement en Afrique australe, ce que reconnaissent même les milieux qui sont traditionnellement les plus critiques par rapport à cette question'(Thérien, 1989:332-333).

Finalement, l'ACDI a un volet "programmes spéciaux" (3 pour

cent du budget total en 1987-88: 21,1 millions de dollars) dans lequel tous les éléments de la société canadienne se retrouvent sous le titre d'organisations non gouvernementales ou ONG (universités, syndicats, coopératives, associations diverses), qui participent à leur façon à des projets de "développement" des pays du tiers monde. Bien perçues par l'électorat canadien, les ONG représentaient ses volontés auprès de l'électorat canadien.

## 5

## LA FABRIQUE DE LA RARETÉ

Une intention justifie la nécessité de ce dernier chapitre. On ne peut décrire la faim d'une façon aussi simple et espérer en plus la satisfaction du lecteur ou de la lectrice. Ceux-ci exigent, et avec raison, une explication sur les sources de cette faim, plaie des pauvres, aujourd'hui comme dans les temps passés.

Nous tenterons ici de saisir en quoi et comment tant de gens voient leur faim naître de la terre même. C'est à ce stade-ci que la dimension théorique de notre démarche doit prendre forme pour donner tout son sens au problème que nous avons exposé jusqu'à maintenant en des termes plus descriptifs. Bien sûr certains mécanismes ( présence des multinationales dans les pays du tiers monde, endettement, aide alimentaire etc.) ont fait l'objet d'illustration pour une compréhension de l'état actuel des choses. Ce dernier souffle se veut un projet nécessaire à la compréhension du développement de la Raison et de l'autonomisation progressive de la dimension économique par rapport au reste de la société dans leur rapport à cet événement qu'est la faim qui frappe cruellement les sociétés du tiers monde.

Ce dernier chapitre est ainsi une sorte de dénonciation de l'incapacité de l'humanité de se débarrasser de ce fléau et d'alimenter par le fait même cette bavure de l'histoire, aujourd'hui

insulte à la civilisation technicienne et technologisante.

De toute évidence, un tel crochet dans l'histoire des progrès de la Raison et de l'économie appellera la mise en cause des fruits...encore défendus du développement.

Les problèmes, celui de la faim en particulier, que connaissent les pays du tiers monde seulement ne pas sont uniquement liés au développement industriel de l'Europe au vingtième siècle. Ils mettent en jeu une série de facteurs et d'indicateurs sociaux, financiers, économiques technologiques qui, pris ensemble, rendent mieux compte de la complexité du problème.

#### A. FAIM ET RATIONALITÉ

Nous tenterons ici de saisir le rapport qui nous semble exister entre la propagation de la faim sur toute la surface de la planète (ailleurs qu'en Occident) et le développement de la Raison et de la technique qui l'accompagne et qui, comme on l'a vu plus tôt, devaient, par le progrès, délivrer le monde, faire éclater l'ignorance, la peur et le fétichisme dans lesquels l'humanité avait vécu jusque là. Ce sera aussi l'occasion de se demander si cette nouvelle destinée produite en partie par la Raison n'est pas au bout du compte plus envahissante voire plus destructrice que celle que connaissait le fatalisme propre à l'époque pré-chrétienne. Certes, le problème est très complexe et ne peut être discuté sans examiner le développement de l'agriculture.

Il semble qu'au début de l'humanité, spontanément, l'Homme

vivait en équilibre avec son environnement. Le néolithique a vu naître la culture des graines qu'il serait possible de conserver, la découverte des plantes textiles, des oléagineux.

Il a tout de même fallu beaucoup de temps avant que l'agriculture ne soit assez développée pour que des surplus soient dégagés et entraînent la disparition du seuil des risques de famine.

'Ainsi, à la veille de la révolution industrielle, à savoir au début du XVIIIème, les sociétés les plus développées devaient encore maintenir entre 75% et 80% de leur population dans l'agriculture. D'autre part la consommation moyenne de produits alimentaires était non seulement assez faible, exprimée en calories directes, c'est-à-dire d'origine végétale' (Bairoch, 1983:19).

Inutile de refaire l'histoire de la révolution industrielle, issue des progrès du siècle des Lumières, et de démontrer comment l'Europe au début du dix-huitième siècle avait atteint un stade de <<civilisation>> auparavant inconnu probablement en raison de son <<ouverture>> sur le monde et de sa capacité de s'approprier par la violence des connaissances qu'elle trouvait à l'étranger.

La Raison promettait de libérer de cette ignorance qui à un point précis laissait croire que la famine était le fait de la colère de Dieu, une punition tout droit descendue du ciel. Le savoir, apporté par la Raison et la science qui la fondait, devait permettre aux hommes de trouver le germe du bonheur et du progrès, faire disparaître toute contrainte et même favoriser le culte de l'intérêt personnel. Il est apparu comme une façon de libérer

l'Homme de la crainte perpétuelle dans laquelle il vivait de livrer la terre au mal par son péché. Mais n'était-ce pas là de toute manière pouvoir exorbitant. L'Homme soumis aux forces de la nature comptait rétablir avec celle-ci l'équilibre qu'il avait perdu.

Evidemment, la technique et la science apparaissent comme une réalisation de l'homme producteur. Elle ne se sont pas imposées seules à un moment de l'histoire. C'est autour du dix-septième siècle avec les mathématiques (l'astronomie en particulier) que la science commence à s'imposer comme savoir dominant. Ce pouvoir s'accroît au contact de la technique encore à un stade artisanal cependant.

'Parallèlement, se constitue une caste d'ingénieurs responsables de grands travaux: communication, défense et fabrication d'armes. Les lieux de cette rencontre vont se situer dans les pays où le mercantilisme connaît justement un essor sans précédent. Citons un exemple de cette triple convergence: c'est devant le parlement des Pays-Bas en 1636 que Galilée présente ses travaux sur la détermination en mer des longitudes par l'observation des satellites de Jupiter' (Rallo, 1978:144).

Il semble que ce soit à partir de ce moment précis que science et techniques s'enrichissent mutuellement de leurs acquis propres et que le mouvement d'intérêt pour les travaux techniques est lancé.

Auparavant certains faits avaient marqué l'évolution de l'agriculture au dix-septième siècle. Paul Bairoch (1985) en relate quelques-uns qui auraient donné le coup d'envoi à la révo-

lution agricole européenne:

- 1) Suppression progressive de la jachère remplacée par un système de rotation continue des cultures ayant eu pour conséquence directe un accroissement de la productivité des terres et de leur surface disponible.
- 2) Introduction ou extension de cultures nouvelles (raves, trèfles, colza, carottes, choux, pommes de terre).
- 3) Amélioration des outillages traditionnels et introduction des outillages nouveaux (emploi progressif du fer, la faux remplace la faucille, le semoir remplace les semailles à la volée).
- 4) Sélection des semences et des reproducteurs animaux dont la conséquence fut surtout l'apparition de races plus performantes.
- 5) Extension et amélioration des terres arables (accélération du processus de défrichement, assèchement de marécages, drainage des sols).
- 6) Extension de l'usage des chevaux dans les travaux agricoles (le remplacement du boeuf par le cheval permet d'accroître de 50 pour cent l'étendue quotidienne des labours).

Évidemment, comme le dira Bairoch, de tels progrès de la production ne pouvaient être sans conséquences dans une société où l'agriculture occupait 80 pour cent de la population. Ses conséquences furent aussi directes sur le processus ultérieur d'industrialisation. Nous ne ferons pas ici le portrait global des conséquences des innovations du domaine agricole sur le processus d'industrialisation de l'Occident. Nous nous contenterons de dire que celles-ci ont provoqué l'apparition d'industries textiles et

sidérurgiques et donc de capitaux entraînant une brisure de l'équilibre économique et social que connaissait l'Occident jusqu'alors.

La science et la technique devaient améliorer la productivité et d'une certaine façon libérer les individus. Mais le monde occidental a progressivement universalisé ses moyens techniques et à la fois la domination; domination-aliénation de lui-même et des autres, priorisation de structures organisationnelles et "organisantes" et une nouvelle division du travail. Lentement, le calcul et les équivalences envahissent tout. Seul importe ce qui se calcule. L'animisme est détrôné. Le règne de la valeur positive "+" est proclamé: plus d'argent, plus de conquêtes et de désir, plus de pouvoir, plus d'ingénieux génies spécialistes de la quantification des profits et du bonheur. La rationalisation se comptabilise en unité positive. Plus de peur. Plus de faim!

C'est un peu comme si progressivement la Raison avait perdu la tête, comme si à mesure qu'elle se développait, elle jetait sur son passage un voile rigide de quantification, de systématisation, de division du travail social et d'ultime domination, domination de l'homme, domination de la nature: l'esprit de domination tirant sa certitude de la science et de la technique.

Les progrès de la science accompagnés de l'augmentation de la population n'ont-ils pas permis par l'avènement des transports, du crédit, du téléphone, des engrais, une diffusion spatiale des connaissances et enclenché le 'démarrage' économique de l'Occident.

Par contre, les progrès auxquels la Raison a mené à l'intérieur de son giron natal ont mené, comme nous l'avons vu jusqu'ici, à la destruction des autres savoirs. La séparation qu'a entraînée la nouvelle économie de marché entre le travail et les autres zones de l'organisation sociale a conduit à l'annihilation des formes essentielles à l'organisation dans les sociétés appelées primitives dans la nouvelle syntaxe prévue par la logique du marché (Polanyi, 1944). La domination de la Raison a, au bout du compte, polarisé les forces à l'échelle mondiale: d'un côté se trouvent les masses pauvres, de l'autre les riches; l'un des pôles est fertile en richesse, pouvoir, savoir et force d'acquisition tandis qu'à l'autre pôle, dépossédé de tout, on tente à chaque jour ...de pas mourir. Les développements de la Raison en Occident ont eu pour effet de mettre au travail des millions d'hommes, de femmes et d'enfants pour leur faire "gagner leur vie". La nouvelle logique marchande qui avait mis au travail les pauvres de l'Occident avec sa Loi sur les pauvres (*Poor Law*, 1601) a eu pour effet de détruire les structures sociales de la majorité des sociétés du tiers monde.

'Or ce que le Blanc pratique aujourd'hui encore à l'occasion dans des contrées lointaines, à savoir la démolition des structures sociales pour en extraire l'élément travail, des Blancs l'on fait au XVIIIème siècle à des populations blanches avec les mêmes objectifs. La vision grotesque de l de Hobbes - un Léviathan humain dont le vaste corps est fait d'un nombre infini de corps humain - a été ramené à peu de choses par la construction du marché du travail de Ricardo' (Polanyi, 1944:221).

L'application pratique de la logique du marché et ses conséquences sur l'ensemble du tiers monde, pris en tant que produit de la rationalité, illustre les faiblesses voire l'effet destructeur d'un tel processus. Cette Raison qui devait libérer l'Homme, l'a au bout du compte attrapé au premier détour, l'enfermant à l'intérieur d'une circonvolution dont le point central demeure l'économie et l'extraction du travail sans laquelle elle ne peut exister.

### B. UNE NOUVELLE LOGIQUE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

La société, nouvellement centrée sur le travail et la production, les coûts ont graduellement acquis une valeur de mesure fort importante. Les lois du marché dorénavant organisent le travail.

'C'est à l'aide du concept de marchandise (commodity) que le mécanisme du marché s'enclenche sur les divers éléments de la vie industrielle. Les marchandises sont ici empiriquement définies comme des objets produits pour la vente sur le marché (...) Chaque éléments de l'industrie est considéré comme ayant été produit pour la vente, car alors, et alors seulement, il sera soumis au mécanisme de l'offre et de la demande, en interaction avec les prix. Cela signifie en pratique qu'il doit y avoir des marchés pour tous les éléments de l'industrie (...) Le travail, la terre et l'argent sont des éléments essentiels de l'industrie. Ils doivent, eux aussi, être organisés en marché. Ils forment une partie essentielle du système économique' (Polanyi, 1983:106-107).

Le bonheur, pour l'Homme d'avant les Lumières, ne se trouvait que dans l'au-delà. Au dix-huitième siècle, celui-ci s'évalue

de façon pratique c'est-à-dire en fonction des besoins satisfaits. L'économie dès lors, par la consommation qu'elle allait permettre, s'est avérée une réponse propice à la satisfaction des besoins. Dans une ère marquée par la foi en la rationalité des comportements, l'institution économique offre les outils nécessaires pour l'activité rationnelle d'assouvissement des besoins.

'Le modèle du marché, comme il est apparu avec un mobile particulier qui lui est propre—celui du paiement en nature ou du troc—, est capable de créer une institution spécifique, à savoir, le marché. C'est, en fin de compte, la raison pour laquelle la maîtrise du système économique par le marché a des effets irrésistibles sur l'organisation tout entière de la société: elle signifie tout bonnement que la société est gérée en tant qu'auxiliaire du marché. Au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans le système économique. L'importance vitale du facteur économique pour l'existence de la société exclut tout autre résultat. Car, une fois que le système économique s'organise en institutions séparées, fondées sur des mobiles déterminés et conférant un statut spécial, la société doit prendre une forme telle qu'elle permette à ce système de fonctionner suivant ses propres lois' (Polanyi, 1983:88).

Ainsi, au dix-neuvième siècle, la mise en place d'une économie de marché auto-régulé c'est-à-dire sans relation avec l'extérieur s'installe progressivement. Cette excroissance de l'économie s'est aussi manifestée sous forme de domination de la nature, et de la terre en particulier. Les besoins créés par la nouvelle société industrielle en nourriture et en matières premières allait pousser la conquête des sols mondiaux.

'La première étape a été la commercialisation du sol, mobilisant le revenu féodal de la terre. La deuxième a été la production forcée de nourritures et de matières premières organiques pour répondre aux besoins d'une

population industrielle en croissance rapide à l'échelle nationale. La troisième a été l'extension de ce système de production de surplus aux territoires d'outremer et aux territoires colonisés. Ce dernier pas a finalement fait rentrer la terre et ses produits dans le plan d'un marché autoregulateur mondial' (Polanyi, 1983:239).

On a assisté à partir de ce moment à une sorte de division du travail planétaire entre industrie et agriculture; l'Occident disposant à coups de colonisation des terres des populations vivant dans les zones lointaines. Ces populations furent prises un peu par surprise dans un tourbillon de changement dont elles ne comprenaient pas trop la provenance tandis que l'Occident en dépendait de plus en plus pour assurer sa tranquillité quotidienne.

A partir du seizième siècle déjà, l'Amérique du Sud exportait certains produits. La révolution industrielle et l'amélioration des réseaux de transport ont par la suite soumis l'Inde et l'Afrique à ce système. La période s'étendant de 1850 à 1900 environ, a connu une croissance marquée de la production et des exportations de coton, café, thé, épices, teintures, sucre. Ce phénomène s'est encore accentué au vingtième siècle avec la production et l'exportation des agrumes, des bananes, du caoutchouc, des céréales etc.

'D'après nos estimations, la production du Tiers-Monde en produits agricoles non vivriers aurait progressé d'un peu plus de 230% entre 1898-1902 et 1934-1938, alors que, de 1934-1938 à 1968-1972 la progression n'aurait été que de l'ordre de 115%' (Bairoch, 1983:-176).

D'autre part, il semble qu'entre 1930 et 1980, les actifs agricoles du tiers monde à économie de marché se sont accrus de 100 pour cent et la population urbaine de 600 pour cent (Bairoch, 1983). La production vivrière quant à elle n'aurait crû que de 12 à 17 pour cent, les efforts de production agricoles ayant été mis sur les cultures d'exportation.

Le bouleversement introduit par les puissances coloniales sur le mode d'occupation et d'utilisation des terres a miné la capacité des peuples du tiers monde à s'auto-suffire sur le plan alimentaire. Aujourd'hui, ces hommes et ces femmes qui détiennent en principe un pouvoir de vie ou de mort (Spitz, 1978) sur tous les êtres humains, qui travaillent quotidiennement la terre, semant, produisant, récoltant tubercules, céréales, graines oléagineuses, fruits et légumes meurent chaque jour à cause du manque de nourriture. Ils mettent leur vie en danger alors que sont graciés ceux qui ne produisent pas de vivres.

'C'est exactement comme si la rationalité interne de la technique débouchait sur une irrationalité au niveau global, la rationalité ne se limitant plus qu'à l'adaptation d'une production à une fin et au seul contrôle des résultats obtenus, et ce d'une manière immédiate, en fonction du présent, pourrions-nous dire <<la vision synchronique domine>>' Rallo, 1978:136).

Ainsi, ceux qui travaillent la terre ont progressivement perdu le contrôle de leurs moyens de production au détriment de l'accaparement de ceux-ci par des agents externes. L'extension de ces surfaces de plantations destinées à l'exportation ont repoussé

les paysans. leur extirpant leur droit à la vie, vers des terres moins fertiles ou des villes où ils espèrent trouver de quoi nourrir leur famille. Les familles se retrouvent souvent écartelées. En quête d'un travail qui donnera de quoi manger aux membres du foyer, ces miséreux ne feront bien souvent qu'enrichir de leur nombre les bidonvilles pestilentiels. La famine alimente la lutte entre ruraux et urbains, entre paysans riches et paysans pauvres.

'S'expliquant par l'inégalité sociale qui ne permet pas aux plus démunis d'absorber les variations locales amplifiées -voire induites- par les inégalités existant dans un monde fortement polarisé, la famine contribue, en renforçant les inégalités, à assurer les conditions de sa propre reproduction' (Spitz, 1978:920).

On voit comment cette économie de marché ou économie de la famine selon l'endroit où l'on se trouve a détruit la capacité des gens de se suffire à eux mêmes et de régler leurs propres problèmes avec les moyens qui leur sont propres en rapport avec leur environnement immédiat. Les institutions culturelles auxquelles pouvaient se rattacher les victimes, ont été anéanties sous le poids des lois de la production dictées par l'économie. Le capitalisme a liquidé le rapport qui existait entre l'homme et la nature. S'il est relativement facile de faire la distinction entre terre, travail et argent, cela n'est toujours aussi facile en ce qui concerne les parties d'une culture qui mettent en jeu des êtres humains, leur rapport à la nature et à leur organisation du travail. Il semble difficile de croire qu'encore aujourd'hui:

'dans les montagnes du Guatemala, il est encore des paysans qui, avant d'ouvrir le ventre de la terre pour

y semer une graine, lui demande pardon du mal qu'ils vont lui faire' (Carfantan, Condamines, 1983:231).

Il semble tout aussi difficile de penser que l'on peut vivre à l'abri du besoin à l'intérieur d'une organisation sociale aussi 'primitive'.

**SUITE ET FAIM: EN GUISE DE CONCLUSION**

Nous pouvons dire, suite aux observations précédentes, que la faim, aujourd'hui, est entièrement fabriquée. Bien sûr, nous n'avons pas fait le tour de toute la question. Nous n'avons pas parlé de la famine en Ethiopie; des querelles politiques et de la ségrégation sur laquelle elle repose, pas plus que de celle du Sahel ou d'ailleurs au tiers-monde. Il aurait été possible de démontrer les politiques intérieures propres à des dizaines de pays pour illustrer nos postulats. Nous désirions plutôt montrer comment, à l'échelle mondiale, le potentiel agricole s'il était exploité convenablement, offrirait à tous l'équivalent de ce que nous Occidentaux consommons à quelques (ou même plusieurs ...) calories près quotidiennement, la sous-alimentation disparaîtrait. Par là aussi, nous désirions illustrer comment le passage entre l'activité qui consistait à se procurer de la nourriture à celle de la production pure et simple de celle-ci est assez récent.

L'Occident, pris dans l'engrenage du progrès et de la domination, subit comme Ulysse sur son vaisseau la régression du héros qui pour survivre lui-même est forcé de s'extraire des autres, de se les aliéner et d'en faire les points d'appui qui assureront sa survie par la voie de la ruse.

'Ulysse vit selon le principe originel constitutif de la société bourgeoise: on avait le choix entre duper et périr' (Horkheimer, M et T. Adorno, 1974:75).

L'Occident n'apparaît plus que comme l'autorité régissant

l'activité économique productive des sociétés du tiers monde. Toute notion de la nature propre à ceux qui se trouvent en bout de ligne de l'échelle de production a été perdue et peut-être même n'a-t-elle jamais vraiment existé pour l'Occident prédateur. C'est ainsi qu'on peut illustrer la régression de l'Occident. Les pays du tiers monde quand à eux subissent les ravages de la faim parce que cette domination leur a enlevé toute souveraineté; ils ne sont plus eux-mêmes et les pratiques que l'on appelle communément de "développement" ont fait perdre leur identité culturelle à des sociétés capables, comme nous l'avons vu, de répondre elles-mêmes avec leurs propres moyens aux problèmes que pose l'existence (Latouche, 1984). Récemment, un documentaire de National Geographic montrait comment, suivant la coutume traditionnelle dans certains pays d'Afrique, le poisson pêché est ensuite séché au soleil et stocké pour être utilisé en cas de disette. C'est ainsi que:

'La faim est une part essentielle de ce que le pouvoir appelle "développement". Ce n'est pas une faim simple, une faim primitive. C'est une faim élaborée, une faim perfectionnée, une faim en plein essor, en un mot une faim moderne' (Linhart, 1980:53).

Aujourd'hui, le rapport que l'Homme entretient avec la terre est morbide et aliénant. Les paysans en extraient leur faim. Le tissu social, décomposé par les lois économiques, ne permet plus aux sociétés qui en sont les principales victimes de reprendre leur place au sein des organisations politiques au pouvoir dans le cadre de l'économie mondiale. L'économie, à l'origine outil de la

Raison prévoyante, devait être une panacée à tous les maux de l'humanité. Elle n'est plus à présent qu'une activité dont l'achèvement sert au perfectionnement des conditions de vie d'une minorité. Même des politiques comme celles de l'aide alimentaire s'inscrivent à l'intérieur des mécanismes de régulation du marché. Les dons de nourriture (nous avons vu que cette aide n'est presque jamais gratuite, qu'habituellement elle engage les pays receveurs à un commerce éventuel avec les sociétés donatrices) permettent la plupart du temps aux pays de l'Occident, le Canada y compris, d'utiliser rationnellement les surplus qu'autrement il faudrait jeter. Les notions de besoins sur lesquels reposent ces dons n'ont souvent pour conséquence que de duper les pauvres et de nous renvoyer une image de misère et d'impuissance qui, comme dans un cercle vicieux, interpelle par ricochet l'ardeur de notre générosité.

Tout cela mis ensemble contribue à alimenter la plus grande machination de l'histoire de l'humanité qui consiste à semer le doute au sujet de leur propre identité chez des dizaines de sociétés du monde et plus encore auprès de millions de paysans qui les habitent et en constituent la plus grande partie du tissu productif; leur faisant croire qu'ils sont sous-développés et que les solutions à leur "retard" ne peuvent se trouver que dans la mécanique technique et économique.

## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
1988 Rapport annuel 1987-1988.  
Ottawa: Ministère des Approvisionnements et services.
- ALGER C.F.  
1988 "Le local et le mondial: comment percevoir, analyser et assumer leurs interconnexions."  
Revue internationale des sciences sociales, vol. 117 (août), p.359-380.
- ARNAUD P.  
1984 La dette du tiers monde.  
Paris: La Découverte.
- AYKROYD W.R.  
1974 The Conquest of Famine.  
London: Chatto and Windus.
- BAIROCH P. ET A.M. Piuze éd.  
1982 Des économies traditionnelles aux sociétés industrielles.  
Genève: Droz.
- BANQUE MONDIALE  
1988 Rapport sur le développement dans le monde.  
New York: Oxford.
- BAUDRILLARD J.  
1973 Le miroir de la production ou l'illusion critique du matérialisme historique.  
Paris: Casterman.
- BAUDRILLARD J.  
1974 La société de consommation.  
Paris: Gallimard.
- BENNETT J.  
1987 The Hunger Machine.  
Toronto: CBC Enterprises.
- BESSIS S.  
1985 L'arme alimentaire.  
Paris: La Découverte.
- BOOKCHIN M.  
1986 Post-Scarcity Anarchism.  
Montréal: Black Rose Books.

- BRAUDEL F.  
1985 La dynamique du capitalisme.  
Paris: Arthaud.
- BRUN T.A.  
1975 "Des famines climatiques aux famines économiques. Evolution des causes et conséquences de la famine".  
Revue Tiers Monde, tome XVI, n° 63, (juil-sept.), p.609-631.
- CAHIERS DE L'INSTITUT D'ETUDES DU DÉVELOPPEMENT  
1975 La pluralité des mondes.  
Paris: P.U.F.
- CAHIERS DE L'INSTITUT D'ETUDES DU DÉVELOPPEMENT  
1976 L'ambivalence de la production.  
Paris: P.U.F.
- CAHIERS DE L'INSTITUT D'ETUDES DU DÉVELOPPEMENT  
1978 La fin des outils.  
Paris: P.U.F.
- CAHIERS DE L'INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT  
1980 Il faut manger pour vivre.  
Paris: P.U.F.
- CAHILL K.M. éd.  
1982 Famine.  
New York: Orbis Books.
- CAMPORESI M.  
1981 Le pain sauvage. L'imaginaire de la faim de la Renaissance au XVIIIème siècle.  
Paris: Le Chemin Vert.
- CARFANTAN, J.Y. et C. Condamines  
1983 Vaincre la faim, c'est possible.  
Paris:Seuil.
- CARTER C.  
1989 Canada and International Grain Markets: Trends, Policies and Prospects.  
Ottawa, Conseil économique du Canada.
- CARTY R., Virginia Smith and LAWG  
1981 Perpetuating Poverty. The Political Economy of Canadian Foreign Aid.  
Toronto: Alger Press Limited.

- CASTORIADIS C.  
1977 "Réflexions sur le <développement> et la rationalité." dans Le mythe du développement, Paris: Seuil:205-240.
- CASTRO J De.  
1964 Géographie de la faim. Le dilemme brésilien: pain ou acier.  
Paris: Seuil.
- CHARLTON M.W.  
1988 'Les besoins alimentaires de l'Afrique et la réponse du Canada: les limites de l'aide au développement'.  
Etudes internationales, vol. XIX, n°2, juin, p. 221-244.
- CHONCHOL J.  
1987 Paysans à venir.  
Paris: La Découverte.
- CHONCHOL J.  
1986 Le défi alimentaire. La faim dans le monde.  
Paris: Larousse.
- CLARKE R. et Richard Swift (éd.)  
1982 Ties that Bind. Canada and the Third World.  
Toronto: Alger Press Limited.
- DANDO W.A.  
1980 The Geography of Famine.  
New York: Halsted Press Books.
- DANTE A.  
1965 Oeuvres complètes.  
Paris: La Pléiade.
- DELPEUCH B.  
1987 L'enjeu alimentaire nord-sud.  
56 schémas pour comprendre.  
Paris: Syros.
- DE RAVIGNAN F.  
1982 "La faim une histoire oubliée".  
Tricontinental. Famines et pénuries.  
Paris: Maspéro.

- DESAI M.  
1987 "Rhétorique et formalisme en économie:  
l'instance de la famine".  
Revue internationale des sciences sociales.  
vol. 113. (août), p. 431-446.
- DOMENACH J.M.  
1977 "Crise du développement, crise de la  
rationalité".  
dans Le mythe du développement, Paris: Seuil,  
p. 13-38.
- DUMONT L.  
1977 Homo aequalis.  
Paris: Gallimard.
- DUMONT R.  
1980 La croissance ... de la famine.  
Paris: Seuil.
- DUMONT R.  
1988 Un monde intolérable. Le libéralisme en ques-  
tion.  
Paris: Seuil.
- DUMOUCHEL P. ET J.P. Dupuy  
1979 L'enfer des choses.  
Paris: Seuil.
- DUPIN H.  
1975 "Evolution de l'alimentation dans les pays en  
développement: éléments favorables et  
défavorables".  
Revue Tiers Monde, tome XVI, n°. 68.  
(juillet-septembre), p. 461-487.
- ELLUL J.  
1982 Changer de révolution.  
L'inéluctable prolétariat.  
Paris: Seuil.
- ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA  
1967 Famine.  
vol. 9, p. 58-59.
- FURTAN, W.H., T.Y. Baryi, R. Gray et G.G. Storey  
1989 Perspectives du marché des céréales.  
Ottawa: Conseil économique du Canada.

- GEORGE S.  
1988 A Fate Worse than Debt.  
England: Pinguin Books.
- GEORGE S.  
1982 "L'aide contre le développement".  
Tricontinental. Famines et pénuries.  
Paris: Maspéro, p. 121-131.
- GEORGE S.  
1978 Comment meurt l'autre moitié du monde.  
Paris: Laffont.
- GEORGE S.  
1984 Ill Fares the Lands.  
Essays on Food, Hunger and Power.  
London: Writers and Readers Publishing.
- GEORGE S.  
1981 Les stratégies de la faim.  
Paris: Editions de Minuit.
- GODELIER M.  
1984 L'idéal et le matériel.  
Paris: Fayard.
- GOODY J.  
1982 Cooking, Cuisine and Class.  
London: Cambridge University Press.
- HABERMAS J.  
1978 Raison et légitimité.  
Paris: Fayard.
- HABERMAS J.  
1968 La technique et la science comme "idéologie".  
Paris: Denoël.
- HAMSUN K.  
1961 La faim.  
Paris: P.U.F.
- HORKHEIMER M. et T. Adorno  
1974 La dialectique de la raison.  
Paris: Gallimard.
- HOUNDJAHOUÉ M.  
1982 'Essai sur l'étude de la coopération  
bilatérale entre le Canada et l'Afrique  
francophone'.  
Etudes internationales, vol. XIII, n°2, juin,  
p. 263-282.

- HOUNDJAHOUÉ M.  
1989 'La société pour l'expansion des exportations (SEE) et la promotion du commerce canado-africain'.  
Révue juridique et politique, vol. 43, n°1, (janv.-mars), p. 72-81.
- ILLICH Y.  
1981 Le travail fantôme.  
Paris: Seuil.
- KAPLAN S.L.  
1986 Le pain, le peuple et le roi.  
Paris: Perrin.
- KLATZMANN J.  
1975 Nourrir dix milliards d'hommes.  
Paris: P.U.F.
- KLATZMANN J.  
1988 "La situation alimentaire dans le monde. Quelques idées fausses à balayer".  
Futuribles, n° 121 (mai), p. 23-30.
- LACOSTE Y.  
1985 "Des famines qui ne tombent pas du ciel".  
Hérodote, n° 39, p. 3-5.
- LATOUCHE S.  
1984 "Déculturation et sous-développement".  
Revue Tiers-Monde, tome XXV, n° 97, (janv.mars), p.43-58.
- LATOUCHE S.  
1984 "L'échec de l'occidentalisation du monde".  
Revue Tiers-Monde, tome XXV, n° 100, (octobre-décembre), p. 881-892.
- LATOUCHE S.  
1986 Faut-il refuser le développement?  
Paris: P.U.F.
- LENOIR R.  
1984 Le tiers monde peut se nourrir.  
Paris: Fayard.
- LINHART R.  
1980 Le sucre et la faim.  
Paris: Editions de Minuit.

- MAHEU M.  
1985 "Le noeud coulant de la dette".  
Critique communiste, n° 43, p. 15-22.
- MANDEVILLE B.  
1914 La fable des abeilles ou les vices privés  
(1971) font le bien public.  
Paris: Librairie Philosophique.
- MARX K.  
1867 Le Capital  
(1977) Paris: Editions sociales.
- MORIN E.  
1977 "Le développement de la crise du  
développement".  
dans Le mythe du développement, Paris: Seuil,  
p.241-272.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICUL-  
TURE  
1982 Déclaration de Rome sur la faim.  
Rapport du colloque sur la journée mondiale  
de l'alimentation de 1982.
- PARTANT F.  
1982 La fin du développement. Naissance  
d'une alternative.  
Paris: La Découverte-Maspéro.
- PARTANT F.  
1982 "Retour à l'autonomie".  
Tricontinental. Famines et pénuries.  
Paris: Maspéro.
- POLANYI K.  
1983 La grande transformation. Aux origines  
politiques et économiques de notre temps.  
Paris: Gallimard.
- PRADELL, J.M.  
1986 "A quoi sert l'aide alimentaire?"  
L'état du tiers monde, p. 562-565.
- ROBIN J.  
1988 Changer d'ère.  
Paris: Seuil.

- RUDEL C.  
1989 "Raimunda, paysanne condamnée à mort".  
Croissance des jeunes nations, n°. 320,  
p. 29-30.
- SALAMA P.  
1984 "Tiers monde: endettement-disette urbaine".  
Les cahiers du socialisme, n° 15, p. 10-113.
- SALAMA P. et Gilberto Mathias  
1983 L'Etat surdéveloppé. Des métropoles au tiers  
monde.  
Paris: La Découverte/Maspéro.
- SPIITZ P.  
1978 "Violence silencieuse: famine et inégalités".  
Revue internationale des sciences sociales,  
vol. XXX, n° .4, p. 919-941.
- THERIEN J.P.  
1989 'Le Canada et le régime international de  
l'aide'.  
Etudes internationales, vol. XX, n° 2, juin,  
p.311-340.
- UNITED NATIONS FUND FOR POPULATION ACTIVITIES FOR NON-GOVERNMENTAL  
ORGANIZATIONS  
1983 Population and the Future From Bucharest (1974)  
to Mexico.  
Second Annual Briefing. Summary Report.
- VERGARA F.  
1982 "La faim dans le monde et les idées reçues".  
Tricontinental. Famines et pénuries.  
Paris: Maspéro, p.99-106.
- WARMAN A.  
1982 "Le monde rural et les études sur la  
paysannerie".  
Revue internationale des sciences sociales,  
vol. 118. p. 553-558.
- WARNOCK J.W.  
1987 The Politics of Hunger.  
Toronto: Mathuen.
- WEBER M.  
1964 L'éthique protestante et l'esprit du capita-  
lisme.  
Paris: Plon.

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire est l'aboutissement d'un parcours personnel précis, voire d'une certaine 'trajectoire sociologique', amorcé depuis quelques années déjà.

Certains parents, ami(e)s, étudiant(e)s et professeurs ont jalonné ce cheminement et l'on motivé jusqu'à un certain point. Cette contribution mérite ma reconnaissance.

Cet ouvrage n'aurait pas été possible sans les commentaires et l'affabilité de mon directeur de thèse Jos. Yvon Thériault, la participation d'Olivier Cochaux aux derniers déroulements de 'l'affaire' et les lectures de messieurs Raymundo DeAndrade et François Moreau.

J'adresse donc mes remerciements à tous ces gens ainsi qu'à tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont contribué à me donner ce goût particulier qu'est celui de la sociologie.

*Table des matières*

INTRODUCTION . . . . .	3
CHAPITRE 1 DIMENSIONS HISTORIQUES DU PROBLEME DE LA FAIM . . . . .	10
Tableau 1.1 Grandes famines de l'histoire . . . . .	10
A. Des prémisses et le cas d'Ulysse . . . . .	11
B. Les famines du passé et la sous-alimentation chronique d'aujourd'hui . . . . .	15
CHAPITRE 2 QUELQUES INDICATIONS METHODOLOGIQUES . . . . .	22
A. Des distinctions nécessaires . . . . .	22
B. Petit exercice de biochimie ou les conséquences de la sous-alimentation sur l'organisme humain . . . . .	25
C. Approches théoriques du problème de la faim . . . . .	27
D. La faim comme résultat de la quantification d'un monde inquantifiable . . . . .	36
CHAPITRE 3 LA PERSISTANCE DE LA FAIM AUJOURD'HUI . . . . .	40

A. L'individu et ses besoins alimentaires dans le cadre du développement . . . . .	40
B. Le désordre alimentaire mondial: le cadre de la production . . . . .	45
Tableau 3.1 Indices de production alimentaire pour certains groupes de pays (années 1985-1987) et apport journalier de calories par habitant . . . . .	
	46
C. La pauvreté et la faim . . . . .	51
D. La révolution verte . . . . .	57
E. Le poids de la dette des pays en voie de développement . . . . .	59
F. La présence des grands de l'agro-alimentaire dans les pays du tiers monde . . . . .	62
Tableau 3.2 Les dix premiers groupes agro-industriels mondiaux (d'après les chiffres d'affaires de 1985) . . . . .	
	63
Tableau 3.3 Firmes mondiales dans l'industrie alimentaire . . . . .	
	64
G. L'aide alimentaire . . . . .	68
Tableau 3.4 Principaux donateurs d'aide alimentaire en céréales, 1984-1985 . . . . .	
	69

CHAPITRE 4	LAIDE ALIMENTAIRE CANADIENNE OU LE RETOUR DU CHEVAL DE TROIE . . . . .	76
A.	Les premiers pas du Canada dans le domaine de l'aide au développement . . . . .	76
Tableau 4.1	Assistance canadienne internationale par le biais de différents canaux . . . . .	77
Tableau 4.2	Décaissements par programmes géographiques (année 1987-88) . . . . .	78
B.	L'aide alimentaire canadienne . . . . .	80
Tableau 4.3	Aide alimentaire canadienne en céréales, 1971-1983 . . . . .	80
Tableau 4.4	Le Canada et les banques multilatérales de développement . . . . .	83
CHAPITRE 5	LA FAERIQUE DE LA RARETE . . . . .	92
A.	Faim et rationalité . . . . .	93
B.	Une nouvelle logique: l'économie de marché . . . . .	99
SUITE ET FAIM: EN GUISE DE CONCLUSION . . . . .		105
Orientation bibliographique . . . . .		108
Remerciements . . . . .		116